

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI
19 MARS 1976

ETUDIANTS EN COLERE L'EUROPE EN QUETE DE GOUVERNANTS

Rencontre et manifestation à Paris

Tout à coup, la grande presse découvre que les mobilisations étudiantes existent. *Le Figaro* parle des « fièvres printanières ». *Le Parisien libéré* s'émue de la subversion « gauchiste »

Ils ont raison de s'inquiéter. Non pas qu'un nouveau Mai 68 s'apprête à fleurir en mai 76 ou que de nouvelles barricades étudiantes risquent de mettre le feu à la plaine. Mais les puissantes mobilisations qui renaissent dans les facultés sont un signe. D'abord du profond mécontentement qui existe dans l'Université face à la politique de rentabilisation, de sélection et de chômage. Ensuite de l'impasse de ce régime qui répond à ces revendications légitimes par des menaces de « lock-out » des facultés ou l'envoi de ses chiens de garde, vigiles, CRS et fascistes. Le révélateur enfin d'un mécontentement grandissant des travailleurs et des classes populaires de moins en moins prêts à subir jusqu'en 1978 les conséquences de la politique d'un gouvernement minoritaire.

Certains diront que les vacances de Pâques commencent demain et que tout cela n'est que feu de paille. Qu'ils se méfient de leur myopie de plumitifs ! A la rentrée, la lutte va se poursuivre, et, pour peu que dans le reste du pays un « climat d'agitation sociale » se développe, les mobilisations étudiantes, et celles du reste de la jeunesse scolarisée, peuvent connaître d'importants rebondissements.

Continuer les mobilisations étudiantes selon les formes que les assemblées générales décideront démocratiquement, lier ces luttes à celles des travailleurs, jeter les bases d'un mouvement unitaire permettant de combattre de façon prolongée l'école de classe, telles sont les tâches des révolutionnaires à l'Université.

A. Artous



LES OUVRIERS DU LIVRE OCCUPENT LE « FRANCE »

Hier, une centaine de travailleurs du Livre, parmi lesquels de nombreux grévistes du « Parisien Libéré » ont envahi le bateau, désarmé au Havre. (Photo AFP)

CHUTE LIBRE !

D'après un sondage publié jeudi par le Figaro, 50 % des Français ne croient plus Giscard capable de faire face à un nouveau Mai 68 contre 56 % le mois dernier. Et si Giscard trouve ces temps-ci matière à morosité, qu'il se rassure : il n'est pas seul puisque 51 % des personnes interrogées se déclarent pessimistes contre 47 % en février. Il y a fort à parier qu'à la lecture d'un tel sondage, ce dernier chiffre soit également augmenté de quelques unités : celles des membres d'un gouvernement en plein naufrage.

● ITALIE : Enrico Berlinguer en faveur d'un gouvernement de Salut public, p.2

● ESPAGNE : Face à la montée ouvrière, les « réformateurs » du franquisme dans l'impasse, p.2

● PORTUGAL : Militarisation des travailleurs de la Santé et paralysie du Haut Alentejo en défense de la réforme agraire, p.12

Un gouvernement sans Premier ministre en Grande-Bretagne, un gouvernement dans l'impasse en Espagne, un gouvernement de Salut Public en Italie, l'Europe d'hier, celle de bourgeois usées et désavouées, ne sait plus où se diriger.

Incapable d'affronter la crise économique et de donner du travail à huit millions de chômeurs, elle s'avère impuissante à endiguer une spéculation déchaînée. A la crise politique s'ajoute une crise monétaire sans doute la plus grave depuis la guerre (voir dernière page)

Wilson s'en va et Moro appelle d'urgence Berlinguer en consultation. Et derrière ces tractations de palais, monte la voix de ceux qui luttent, au Portugal pour conserver les acquis de la « Révolution », en Espagne pour mettre fin à presque 40 années de fascisme.

L'Europe bourgeoise cherche désespérément des gouvernants. Elle trouve en face d'elle des travailleurs de plus en plus décidés à en finir avec le vieux monde.

P.J.

Peugeot-Beaulieu : LA MAITRISE ATTAQUE... UN BLESSE

Hier matin la maîtrise a essayé de rentrer dans l'entreprise en forçant une porte de l'atelier d'entretien qui n'était pas gardée. Mais personne n'est rentré travailler, et les grévistes ont rapidement repris et refermé la portière. L'un d'entre eux a été blessé par une cannette de bière. Peugeot a fait couper les fils du téléphone et n'envoie plus les acrs au domicile des travailleurs. Comptez-vous sur la lassitude ou préparez-vous de nouvelles provocations ?



Lire p.7

● Mitterrand déjeune avec l'ambassadeur US

p. 5

● Après la mort de Visconti

p. 10

Détergent sur pétrole OUESSANT, ILE NOIRE

De notre envoyée spéciale Madeleine Verdi

Au milieu de la campagne l'aéroport de Brest, 11 h du matin. Des hommes d'affaires, des familles de ouessantins peu loquaces sur la marée noire. Les coucous pour Ouessant n'ont que huit places et sont en retard à cause du mauvais temps. Cependant le trafic est intense : *Alouette* rouge de la Protection civile, *Fuca* de l'aéronavale. Ils embarquent des anglais, des officiers, des flics. La mer est très calme, elle est couverte de zébrures blanches, de traînées de taches : le mazout, marée blanche sur l'eau, noire sur la côte.

A peine débarquée : camions militaires, hélicoptères, pilotes harnachés comme des petits martiens. Une vague impression d'île conquise... Les militaires se prennent au sérieux. Au restaurant « *Le Moderne* » c'est les huîtres et le muscadet pour les officiers, les notables, les jour-

nalistes d'Ouest-France, d'A 2, de Match, etc. Tout le monde est gai. Les officiers remarquent : « *les bidasses mangent à L'Océan, l'ordinaire s'améliore* ». *L'Océan* c'est le restaurant populaire, ici c'est le chic. Ils disent : « *on nous appelle les envahisseurs* ». Ils plaisent : « *Polmar est en retard* ». Il faut dire qu'au rythme où ils bouffent leurs huîtres...

S'ils parlent des morts de l'hélicoptère c'est parce qu'ils vont être décorés par Giscard d'Estaing samedi matin. La conversation consiste à se demander si c'est la Légion d'honneur ou la Croix du mérite qui convient, et s'il faut les décorer tous quatre ou seulement le commandant ! Un notable explique qu'il y a toujours eu des naufrages et que des vieux marins conservent des décorations datant de la reine Victoria...

Suite p.12



ITALIE

Consultations pour un programme économique d'urgence adopté par tous les partis

LA CHUTE DE ROME

Un président communiste à la tête de la Junte régionale de Rome. La grande crainte de la Démocratie chrétienne de voir la Ville Sainte tomber aux mains des « rouges » s'est matérialisée mercredi quand les Socialistes décidèrent de rompre leur alliance avec la DC et de passer une alliance avec le PCI: la présidence de la Junte du Latium est donnée au communiste M. Ferrara.

Cette nouvelle a éclaté hier après-midi comme un symbole de la faillite et de l'isolement politique de la Démocratie chrétienne. Une Démocratie chrétienne frappée de paralysie depuis quelques semaines face à la chute accélérée de la lire: baisse de 28% depuis janvier (-4,5% dans la seule journée d'hier). Une démocratie chrétienne « lâchée par ses alliés traditionnels du Parti socialiste et du Parti républicain qui prônent, sous une forme ou sous une autre, un accord avec le Parti communiste. Une démocratie chrétienne qui voulait reculer le plus possible la mise en place de mesures économiques très impopulaires qu'elle n'était pas assez forte pour imposer seule. Une Démocratie chrétienne, enfin, qui semblait plus préoccupée par la bataille

1 500 milliards de lire à l'Etat dans l'immédiat. Mais mesures aussi insuffisantes qu'impopulaires. Sous la pression des Socialistes et des Républicains, Aldo Moro ouvrait dans la nuit d'hier des consultations politiques avec l'ensemble des partis. A 11 h du soir, c'est Enrico Berlinguer, secrétaire du Parti communiste qui arrivait chez le Premier ministre. A sa sortie, il se déclarait « favorable à la proposition du leader républicain La Malfa pour la constitution d'un gouvernement d'urgence en Italie ». Ugo La Malfa, ancien Vice-Premier ministre, avait proposé au début du mois de tenter de rassembler toutes les énergies pour mettre en place et appliquer un plan économique d'urgence. Ce plan devrait être élaboré par tous les partis (PC compris) en dehors du gouvernement.

Ainsi, assuré de l'appui de toutes les forces politiques, le gouvernement pourrait mener à bien les opérations de reconversion économique qui s'imposent pour la bourgeoisie italienne. C'est à ce projet que le PCI veint de donner son accord, pas trop pressé de rentrer directement au gouvernement, mais voulant malgré tout intervenir à



Amendola (PCI) et Moro (DC) (Fotolib)

pour le pouvoir en son sein que par le vide du pouvoir dans le pays.

Berlinguer garde son calme

A vouloir trop longtemps reculer les échéances, le gouvernement de Aldo Moro se trouve acculé à prendre des mesures d'urgence. Le Conseil des ministres a adopté dans la nuit de mercredi à jeudi une série de mesures: hausse du taux d'es-compte, hausse de la TVA sur l'ensemble des produits de consommation courante, hausse des taxes sur les produits pétroliers. Mesures qui devraient rapporter

la première personne dans ce projet.

Mais la situation économique italienne exige plus que des petits réajustements du point de vue de la bourgeoisie: pour relancer les investissements privés, il faut redonner confiance aux patrons. Ceci signifie aider le processus de restructuration, donc accepter les licenciements qu'il implique. Cela signifie aussi bloquer net les revendications ouvrières sur les salaires et sur l'emploi, mesures que le Parti communiste, malgré sa force n'est pas assuré de pouvoir imposer à une classe ouvrière qui a démontré sa combativité au cours des sept dernières années.

Anna Libera

ESPAGNE

Remaniements possibles dans le haut état-major

TIERCE EN UNIFORME

Les rumeurs de crise ministérielle se sont atténuées ce matin en Espagne au moment où siège le Conseil des ministres. On n'attend plus de changement de cabinet, et pas même le remplacement de Villar Mir, ministre du Travail. En revanche, les remaniements envisagés dans le haut état-major, pourraient indiquer les intentions politiques du gouvernement. Cinq personnalités militaires sont actuellement sur la sellette. La répartition entre eux des postes de chef d'état-major, de capitaine-général de Madrid, et de capitaine-général de Barcelone, prendra en effet une signification politique. Les cinq officiers sont:

- Vega, capitaine général de Valladolid, ex-directeur de la Guardia civil; partisan de Fraga, il est haï par les ultras;

- Gutierrez Mellado, lié à l'ancien chef d'état-major Díez Allegría, on a parlé de lui comme Premier ministre possible; il est considéré comme un réformiste favorable aux Etats-Unis;

- Gomez de Salazar, ancien gouverneur général du Sahara et président du Conseil de guerre qui a jugé les officiers de l'UMD (Union militaire

démocratique), modéré fidèle à Juan Carlos;

- Coloma Gallegos, commandant général de Madrid, ex-ministre de l'Armée, franquiste traditionnel;

- Fernandez Vallespin, chef d'état-major, monarchiste modéré.

C'est sur la base de cette liste que les Espagnols établissent un tiercé en ordre ou en désordre. La nomination de Mellado à la tête de l'état-major, accompagnée de celle de Vega à Madrid et de Coloma à Barcelone serait interprétée comme une légère tentative d'ouverture. En revanche, le maintien de Vallespin et la nomination de Coloma et Salazar respectivement à Madrid et Barcelone signifierait un léger avantage aux franquistes conservateurs. Enfin, la promotion de Salazar à la direction de l'état-major, complétée par la nomination de Vega à Madrid et Coloma à Barcelone serait interprétée comme un compromis entre les deux grands courants de la coalition gouvernementale.

De notre correspondant à Barcelone Artur Grau

La Junte et la Plate-forme démocratiques publient un communiqué commun

La commission de coordination entre la Junte démocratique et la Plate-forme (animées respectivement par le PC et le PS espagnols), a rendu public mercredi soir un communiqué à l'issue d'une réunion chargée d'étudier « l'articulation unitaire de l'opposition dans l'actuelle situation politique et social ».

Le texte du communiqué manifeste de manière embarrassée une volonté unitaire qui ne débouche sur rien de concret: « On est parvenu à un accord pour établir immédiatement un organisme unitaire de toute l'opposition à tous les niveaux, associant au débat les forces politiques et syndicales qui composent aujourd'hui la Junte et la Plate-forme. Cet accord reste sujet à ratification de la part de certaines forces politiques présentes.

Pour le Parti communiste, l'utilité d'un tel texte, aussi évasif soit-il, paraît évidente, après que le secrétaire du PS, Felipe Gonzales ait

épousé à Lisbonne dimanche dernier les thèses de Mario Soares, contre toute politique d'alliance privilégiées avec les PC. Il en reste cependant clairement que les perspectives d'accord unitaire sur des bases programmatiques précises demeurent lointaines, enlisées dans les méandres de commissions préparatoires et exploratrices.

Aujourd'hui, l'accord programmatique entre les deux blocs d'opposition semble encore plus réduit puisque sa redéfinition reste soumise à une analyse de la situation politique et sociale actuelle, qui, selon les termes du communiqué reste à faire. Ce qui pourrait laisser supposer que le PS est tenté d'accepter une légalisation partielle, telle que l'envisage Fraga: c'est à dire une légalisation des partis qui maintiendrait hors-la-loi le PC et l'extrême-gauche.

Cette tension dans les rapports unitaires est le contrecoup logique de l'extraordinaire poussée ouvrière en cours. Plus implanté, le PC ne peut s'opposer directement à la dynamique du mouvement, alors que le PSOE plus libre de ses mouvements, voudrait voler à la rescousse de la bourgeoisie aux abois. Il ne s'agit toutefois que d'une manœuvre mort-née dont le premier résultat serait de radicaliser l'opposition ouvrière.

A.G.

Les trois organisations numériquement les plus importantes de l'extrême-gauche espagnole, le MCE (Mouvement communiste d'Espagne) « ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) et PT (Parti du Travail), d'inspiration maoïste, ont annoncé dans la presse l'ouverture de pourparlers de fusion. Les trois organisations se prononcent sur la nécessité de la lutte commune pour l'obtention des libertés démocratiques et sur le maintien de la dictature du prolétariat, contre les reniements révisionnistes du PC. Si les pourparlers devaient aboutir, l'organisation unifiée pourrait compter d'emblée entre 10 et 20 000 militants.

aux quatre coins du monde

THAILANDE

● La loi martiale a été prolongée d'un an dans 28 provinces de Thaïlande où quatre soldats et deux fonctionnaires ont été tués la semaine dernière. Cette décision illustre les progrès de la guérilla communiste à laquelle le gouvernement a de plus en plus de mal à faire face.

D'autre part hier, toutes les unités de l'armée ont été placées en état d'alerte à la suite de la décision du Centre national des étudiants thaïlandais d'organiser une grande manifestation le 20 mars contre la présence des conseillers américains en Thaïlande. Le Front uni anti-communiste, organisation fasciste qui s'est déjà distinguée par ses agressions armées contre le mouvement étudiant, a annoncé qu'il briserait par la force ces manifestations.

Quant aux troupes américaines, selon un porte-parole officiel, elles seraient retirées le 20 mars... sauf un contingent de conseillers qui doit être évacué progressivement.

U.R.S.S. MEDAILLE D'OR

● On a fait donner Souslov, hier à Moscou, le battant du Bureau politique, pour dénoncer « les soi-disantes variantes régionales ou nationales du marxisme, qui n'ont rien à voir avec la théorie révolutionnaire », et cela au nom de « l'internationalisme prolétarien, fondement et condition de la victoire du mouvement prolétarien ».

Nouvel épisode de l'offensive « anti-opportuniste », le ton se durcit. Les PC occidentaux sont directement visés, en particulier le PCF qui ne relève pas l'accusation. L'Humanité se borne à mentionner la remise de la médaille d'or Karl-Marx aux camarades Souslov et Duclos (à titre posthume); à quand la médaille de chocolat pour Marchais?

Paradoxalement, la Pravda d'aujourd'hui censure quelque peu les propos de Souslov et rend hommage au PC français; il est vrai que se tient en ce moment à Berlin une réunion de préparation à la conférence des PC européens.

CHINE : L'ARMEE ENTRE DANS LA CAMPAGNE « ANTI-DROITIERE »

● Pour la première fois depuis le début de la campagne contre les « déviationnistes droitiers », la garnison militaire de Pékin a participé à ce mouvement d'une façon assez modérée.

Cette modération provient sans doute de la volonté du commandement de l'armée, dont Teng Hsiao Ping est toujours le chef d'état-major général, d'éviter de prendre un parti trop tranché; mais surtout elle reflète le souci de la hiérarchie militaire de prévenir l'introduction de dissensions en son sein. L'armée - on l'a vu lors de la Révolution culturelle - restant l'ultime rempart de la bureaucratie contre le mouvement de masse.

LYON: « Où va l'Angola? » organisé par le comité Afrique en lutte et soutenu par la LCR et le GRS le jeudi 18 mars à 20 h 30 à l'INSA.

MARIO SOARES A CLERMONT-FERRAND

De notre correspondant.

Mario Soares a ouvert mercredi soir à Clermont-Ferrand la campagne électorale du PS en direction de l'immigration, nombreuse dans la région. La salle était comble. Un public très ouvrier. Des familles entières sont venues. Toutefois certaines présences étaient significatives: comme cet ancien de la PIDE ou ces patrons du bâtiment et chefs de chantier, qui n'hésitent jamais d'habitude à s'opposer à la présence des syndicalistes dans leurs entreprises. Devenus « socialistes » en quelques mois, ils ont fait une véritable ovation à Mario Soares.

Le meeting a débuté par une intervention du maire socialiste de Clermont, Quillot et s'est poursuivi par la réponse de Soares. Ronds de jambe de notables devant le parterre du bon peuple rassemblé sous les drapeaux portugais et tricolores mêlés. Puis Soares fit une éblouissante démonstration de double langage. Il lâche un bout de phrase pour recueillir l'ovation des travailleurs mais se rattrape aussitôt et maintient l'intégralité de sa ligne anti-PCP. Exemple: Il lance « La terre à ceux qui la travaillent » et ajoute, avant que les applaudissements soient taris,

« mais pas à ceux qui exproprient ». Ou encore « les travailleurs veulent l'unité contre le patronat; ils ont raison, il faut l'unité » mais « ils ne veulent pas l'unité d'un syndicat courroie-de-transmission d'un parti unique et totalitaire. »

Peu de voix ont rompu le charme de ce meeting plébiscitaire. Seule la LCR est intervenue en popularisant la campagne de la LCI et en défendant l'unité des organisations ouvrières portugaises. L'OCI se permit, sous l'œil amusé et narquois des notables du PS français, de saluer le prestige de Mario Soares et du PS portugais. Sans commentaire.

USA

Elections présidentielles

« TO BE OR NOT TO BE »

(HHHamlet)

ou l'hypothèse Humphrey

Le sénateur Frank Church, bien connu du public américain pour avoir dirigé la commission sénatoriale d'enquête sur les activités des services de renseignement, a annoncé jeudi qu'il postulait à l'investiture du Parti démocrate dans la course à la Maison-Blanche. Cette candidature, qui vient se sur-ajouter à celle — aussi tardive que la sienne — du gouverneur de Californie, M. Edmund Brown, risque surtout de gêner M. Morris Udall, le seul « libéral » du Parti démocrate qui ait obtenu des résultats honorables au cours des premières primaires.

« Le meilleur moyen d'être désigné comme candidat est de ne pas faire acte de candidature ». Telle semble être la devise du sénateur Hubert Horatio Humphrey dont le nom revient en permanence dans la presse américaine. Aussi ne se passe-t-il pas un jour sans qu'un commentateur ne supute les chances de recevoir l'investiture d'un Parti démocrate profondément divisé, incapable de s'accorder sur l'un des quatre postulants encore en course : MM. Cooper, Jackson, Wallace, et Udall.

De nombreux sondages d'opinion ont même été réalisés pour évaluer sa popularité auprès de l'électorat américain. Le dernier, publié par l'hebdomadaire *Time*, révèle que si les élections se déroulaient aujourd'hui, le sénateur du Minnesota obtiendrait 37 % des suffrages (Ford 52 %, indécis 16 %) contre 38 % pour Jimmy Carter (Ford 46 %, indécis 16 %) et respectivement 30 % au sénateur Jackson et 21 % à Morris Udall.

Tapi dans l'ombre, Hubert Horatio Humphrey attend son heure, et hante les coulisses du Parti démocrate. Il bénéficie d'ores et déjà du soutien « privé » du président de la très puissante centrale syndicale AFL-CIO, George Meany, et du directeur de la COPE (Commission politique de l'AFL-CIO), Al Barkan. Si aucun des candidats officiels à l'investiture n'arrive à se détacher nettement du peloton de tête et à remporter les 900 voix qui l'assureraient de s'imposer d'emblée,

les chances du sénateur Humphrey pourraient se confirmer, estiment les journalistes chargés de couvrir l'élection présidentielle américaine.

S'il en était ainsi le sénateur Humphrey partirait avec un lourd handicap face au président Ford, assuré, aujourd'hui de bénéficier de l'investiture de son parti. Son absence pendant les primaires ne lui aura pas permis de se confronter directement à l'électorat américain et une partie de l'électorat démocrate pourrait ne pas se reconnaître dans ce candidat tombé du ciel.

Julien Tonnac



CHINE

COMMISSION D'ENQUETE SUR LES « FAUTES » DE TENG

Le Comité central du PC chinois a désigné une commission chargée d'enquêter sur les « fautes » de Teng Hsiao Ping et des autres dirigeants droitiers.

Il se confirme que la crise actuelle est déterminée par les divergences sur le type de développement économique à réaliser en Chine, notamment sur la réalisation du 5^e plan quinquennal. C'est à la suite d'un rapport de Teng sur cette question au CC, que ce dernier aurait été violemment critiqué par l'aile « radicale » de la direction du Parti. Ces divergences, sur lesquelles nous reviendront, auraient provoqué la dissolution de la réunion, et, peu après, l'ouverture de la campagne contre les dirigeants taxés de « révisionnisme ».

Teng, le « Confucius du XX^e siècle » selon l'Agence Chine nouvelle, grâce à sa patience dans les petites choses pour favoriser les grands projets » a pu revenir au pouvoir, après la Révolution

culturelle en bénéficiant de la complicité de l'appareil et de dirigeants très hauts placés.

La tactique de ses partisans, qui savent que le temps travaille pour eux, semble être de laisser passer l'orage sans réagir de front à la campagne, comme avait tenté de la faire Liu Shao Shi lors de la Révolution Culturelle : ils savent que leur base de masse est quasi inexistante dans la population.

Par contre, les positions de la tendance droitiste dans l'appareil, sur lequel elle s'appuie résolument, semblent relativement solides même si elles n'apparaissent pas dans la presse largement contrôlée par l'aile « radicale ».

En effet, selon l'Agence Chine nouvelle, « le dirigeant qui est engagé sur la voie capitaliste refuse de s'amender et s'obstine dans la voie révisionniste » et Teng Hsiao Ping détient toujours ses postes dans le Parti, le gouvernement et l'armée. C'est sans doute pour cette raison que la campagne s'étend, en

ce moment, en province où cinq secrétaires du Parti sont attaqués par voie d'affiches.

Les limites de cette campagne sont frappantes si on la compare à la Révolution Culturelle. Si Teng est attaqué violemment dans la presse et par affiches, tout ce qui pourrait favoriser une activité indépendante des masses contre la direction est empêché. « N'établissez pas de liaison », « n'organisez pas d'équipes de combat » sont les consignes données par la fraction maoïste à ceux qui s'opposent aux dirigeants droitiers. L'équipe maoïste a assimilé à sa manière les leçons de la Révolution Culturelle. C'est pourquoi, elle veut éviter tous risques de débordements et soumet étroitement la campagne en cours à son contrôle bureaucratique. De ces capacités à l'exercer sur le mouvement de masse, dépend en grande partie l'issue de la crise actuelle.

Frédéric Carlier

SUISSE

POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1937

Pour la première fois depuis 40 ans, depuis la signature des fameux accords de « paix du travail », le syndicat des métaux et horlogers (FTMH), principale fédération syndicale suisse, soutient officiellement une grève. Au contraire de Bulova occupée il y a un mois et demi. La FTMH soutient cette fois-ci une grève, celle des 200 ouvriers de Matisa qui rompt ouvertement avec la paix du travail et ses institutions du type tribunaux d'arbitrage, etc. néanmoins, le soutien de la FTMH au niveau national n'équivaut pas du tout à la rupture de la « paix

du travail » par la FTMH elle-même.

Les patrons métallurgistes suisses sont durs. Il font de la grève à Matisa leur affaire. Une victoire à Matisa n'en sera que plus importante. Les travailleurs de la région le sentent déjà. Alors que maintenant c'est au niveau national que se multiplient les comités de soutien, les meetings, collectes de solidarité, distributions de tracts. Les conditions d'unité sont favorables, notamment grâce au fait que le comité

de grève impose l'unité sans exclusive de toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier.

Mercredi soir a eu lieu une réunion des femmes des grévistes pour qu'elles participent à la lutte. C'était une première réponse aux menaces de licenciements et de lock-out que la direction fait peser sur eux maintenant. Samedi soir, nouvelle étape dans le soutien : une soirée de solidarité aura lieu à Renens. Une délégation d'ouvriers de Lip est attendue.

F. Gonseth

REPORTAGE

10 mois de guerre civile au Liban (4)

LES REVOLUTIONNAIRES

« Travailleurs de toutes les confessions, unissez-vous »

Et les femmes dans la lutte ?

La participation des femmes au cours de la guerre civile nous a été expliquée par des militants du GCR.

« Elles devaient d'abord pouvoir sortir de la maison. Leur faible participation était cantonnée aux soins, secours, cuisine, couture. Elles avaient envie de participer aux combats : ainsi il y a eu des mouvements au sein des organisations, au Fathah il y a eu une grève. Nous étions les rares à participer aux affrontements. Nous avons tenté de mettre en place un centre de réunions et d'entraînement des femmes. Les familles s'y opposaient, de même des militants. Il y a aujourd'hui une sensibilité sur ces questions, nous envisageons de continuer un travail parmi les femmes (...) »

La présence des révolutionnaires dans la guerre civile a été limitée par leur très faible implantation au début des événements. A Beyrouth, nous avons été pris en charge par le Groupe Communiste Révolutionnaire (IV^e Internationale). Nous avons pu visiter avec lui les quartiers de Chiah et de Nabaa, deux des principaux lieux de l'affrontement.

« Le premier problème auquel nous avons été confrontés consistait à trouver des armes. Autant les organisations étaient généreuses avec les habitants qui s'adressaient à elles, autant elles refusaient de fournir ceux qui critiquaient leur ligne politique ».

Chaque organisation d'extrême-gauche a occupé les locaux dont elle avait besoin, telle une école, telle un gendarmierie... Nous avons rencontré des gendarmes qui avaient rejoint la lutte contre la réaction. L'un d'entre eux nous expliquait : « Ils nous demandaient de tirer sur notre peuple, nous nous sommes rangés au côté de notre peuple ». Cette prise de position est le fruit du travail mené par les révolutionnaires vis à vis d'eux.

entretien avec des camarades du Groupe Communiste Révolutionnaire

Comment avez-vous appréhendé la guerre civile ?

A.- Avant la guerre civile, le GCR avait une faible intervention dans les quartiers populaires. Nous étions peu préparés à une mobilisation armée, nous n'avions aucune expérience du travail de masse. Pour être crédibles, il nous fallait des armes et participer à la défense des quartiers. Sinon, nous risquions d'apparaître comme une force politique « donneuse de leçons ».

N.- Mais nous n'avons pas attendu d'avoir des armes pour investir les quartiers.

Lesquels ?

Z.- Vu nos faibles forces, nous nous sommes contentés d'intervenir dans deux quartiers de la ceinture populaire de Beyrouth. Il fallait être là où les affrontements avaient lieu.

A.- Le quartier de Nabaa où j'étais, regroupé des travailleurs journaliers, des réfugiés du Sud qui ont fui le sionisme, des ouvriers de la zone industrielle. Bref, une population très pauvre.

A Beyrouth, un militant de l'organisation Communiste Révolutionnaire affirmait : « Nous avons un pouvoir populaire embryonnaire car le pouvoir bourgeois n'existe plus et les masses sont armées. Lorsque les masses prendront en charge leur vie quotidienne, nous aurons un pouvoir populaire alternatif ».

A Tripoli, nous avons rencontré le Rassemblement Révolutionnaire. Ces militants ont lutté contre le confessionnalisme véhiculé par la gauche. Ils ont réussi à organiser une manifestation de 600 personnes scandant pour l'unité des masses populaires contre la réaction.

Un militant du GCR expliquait : « aujourd'hui nous avons acquis une expérience précieuse. Notre activité nous a permis d'être plus implantés. Nous devons concrétiser la sympathie importante dont nous jouissons dans la population ».

Ben Khaled

Quelle a été votre intervention dans la guerre civile ?

R.- Au début, nous sommes intervenus militairement avec d'autres organisations. Par la suite, nous avons acquis notre autonomie et nous avons pris en charge des postes avancés de défense.

N.- Nous avons effectué des raids dans les quartiers ennemis pour y réquisitionner des denrées alimentaires. Notamment dans un entrepôt de sucre et de riz face au quartier de Nabaa.

A.- A Nabaa, nous avons mis en place un Comité d'auto-défense composé de délégués élus par leurs immeubles et leurs rues. Ainsi qu'un comité de ravitaillement et des dispensaires. Cependant, vu notre faiblesse et la politique de la gauche, nous n'avons pas pu étendre ces expériences. Elles n'ont eu qu'une valeur d'exemple.

Z.- Nous sommes les seuls à avoir eu une intervention politique régulière. Nous diffusons une feuille hebdomadaire, qui se poursuit encore aujourd'hui : « Nidal el Chiah » (la lutte de Chiah) traite des problèmes quotidiens de la population du quartier et de l'actualité politique. Par le biais de notre bimensuel « Mal Amal » (Que faire ?), nous combattons le confessionnalisme et la bourgeoisie, même musulmane, pour unifier les travailleurs et les paysans pauvres sur leurs intérêts propres.

cantoniales

La Corse du Sud à gauche LE GRAND REVEIL

Amère défaite pour la Majorité, en Corse du Sud. Non seulement ce département est passé à l'opposition contre toutes les prévisions, mais, en plus, elle a dû voter avec la gauche une motion adressée au gouvernement et demandant la libération du dirigeant autonomiste Edmond Simeoni, incarcéré à Fresnes depuis les événements d'Aléria, en août dernier.

un fief des clans de la Majorité

Jusqu'alors, le député UDR, Jean-Paul de Rossa-Serra, surnommé le *Renard argenté*, détenait un pouvoir incontesté dans cette partie de la Corse. Il est difficile sur le continent de comprendre l'importance, dans la vie politique insulaire, de clans tel celui de Rocca-Serra. La pauvreté de la région est et reste l'un des atouts majeurs du système clanique. Envahie par le maquis et le granit, la Corse du Sud ne possède que peu de ressources. Quelques plants de vignes du côté de Propria, de Figari ou de Porto-Vecchio, rien de plus sinon une grande beauté du paysage. Dans les villages de la côte ou de l'intérieur, la misère a suscité depuis le début du siècle un exode massif de la jeunesse vers le continent. Souvent flics ou fonctionnaires, parfois bandits, cette saignée n'a épargné que les vieux. Comment

vivre lorsqu'on a rien ? En demandant une pension au *dgio* député, bien sûr. Ainsi, les clans se sont constitués une clientèle fidèle. Ajaccio, le clan change d'étiquette mais se trouve du même côté de la barricade. Le Comité central bonapartiste détient la mairie depuis des décennies. Pitoyable anachronisme, exploitant sans scrupule une recherche d'identité, commune à beaucoup de Corses.

le choc d'Aléria

L'invasion touristique du Sud, symbolisée ici par la présence du Club Méditerranée à Santa Iulia et l'arrivée des pieds-noirs, ont été source d'un éclatement des structures traditionnelles mais aussi d'un lent réveil de la jeunesse. Parler sa langue, et rester au pays est devenu l'une des exigences de la jeune génération. L'affaire d'Aléria a soulevé un torrent de passions. Les pétitions pour la libération de Simeoni ont été signées par des milliers de personnes. A Porto-Vecchio, une foule considérable s'est rassemblée en septembre pour les mêmes motifs. Jamais vue, une explosion a détruit la voiture de Rocca-Serra. A l'époque, le député avait déclaré : « Si cela continue, nous reviendrons au droit coutumier ». Et, aujourd'hui, il vote la motion pour la libération du leader

autonomiste. Car, les élections ont bouleversé la politique traditionnelle. Il y a deux mois, radicaux et UDR de l'île s'entendaient pour réserver le Nord à la gauche, le Sud à la droite. Adieu, ces beaux projets. La situation sociale locale a influé sur le résultat du vote : grève de bus, grève de la principale entreprise : l'usine Job, agitation lycéenne à Bastia. Certes le mot d'ordre d'abstention des autonomistes n'a pas été suivi, mais, ici, on vote quitte à

agir. Pour protester, on a plébiscité la gauche, demain, on peut descendre dans la rue. A la fin du mois de mars, l'Association des Patriotes Corses et d'autres mouvements autonomistes appellent à une manifestation à Bastia. Que le pouvoir prenne garde à ne pas perpétuer sa politique répressive, car ce jour-là, il y aura beaucoup de monde place St Nicolas.

Antonu Pietri



il y a... 14 ans

CESSEZ-LE-FEU EN ALGERIE

Algérie, le 19 mars 1962. « Il sera mis fin aux opérations militaires et à toute action armée sur l'ensemble du territoire algérien le 19 mars 1962, à 12 heures ». C'est en termes qu'a été rédigé l'article premier des Accords d'Evian signés la veille dans la petite ville thermale entre les plénipotentiaires français et algériens.

Dans le climat de terreur entretenu par l'OAS, les deux parties ont voulu en finir, et rapidement. Ce 19 mars, à Paris, le Conseil des ministres approuve les accords. Le cessez-le-feu est le premier acte qui met fin à la guerre. Ben Bella est libéré, de Gaulle annonce un referendum sur l'autodétermination pour avril.

Le 19 mars, une aube nouvelle se lève sur Alger. Après des années de sacrifices et de durs combats, la certitude est désormais acquise que l'Algérie sera libre et indépendante.

Lu dans la presse régionale LES PREFETS MONTENT EN LIGNE

Dans *Sud-Ouest*, Pierre Ysmaël trace ce tableau typique des mœurs de nos préfetures.

« On s'attendait que, dans la foulée, un plus grand nombre de Conseils généraux basculent en faveur du Parti socialiste ou des Radicaux de gauche. Il y avait des « modérés » qui pouvaient souhaiter se placer dans ce que beaucoup considéraient désormais comme le bon courant du vent. Mais, lundi et mardi, des préfets et des sous-préfets surent s'employer à montrer à ces personnalités hésitantes qu'il importait de ne pas abandonner le navire gouvernemental. Celui-ci était toujours le grand répartiteur de crédits. Pourquoi retarder l'étude d'un dossier ou l'annonce d'une subvention en faisant la « mauvaaise tête » ? Alors, après des hésitations rapides et quelques légers débats de conscience, les comptes sont plutôt bons pour la majorité qui se réclame du président de la République ».

LE GISCARDISME, DEUX ANS APRES...

Par J.M. Vincent

Placé à un excellent poste d'observation durant le règne de Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'Economie et des Finances, a été parmi les premiers à comprendre combien était étroite la base sociale de la V^e République. Aujourd'hui, la petite-bourgeoisie traditionnelle est en perte de vitesse. Non seulement elle régresse numériquement face à l'ascension des nouvelles couches salariales (techniciens, employés, cadres moyens et enseignants) mais elle connaît un recul très net sur le plan politique et social.

— intégrer les couches moyennes —

Pour Giscard, il est donc indispensable d'élargir la base d'appui du régime et de s'adresser aux couches moyennes salariées afin de les intégrer idéologiquement et de s'en servir pour contrôler le prolétariat. Pour ce faire, les discours platement conservateurs et moralisateurs de l'UDR, sa démagogie sociale d'un autre âge, à propos des vertus du travail et de la participation, sont plus nuisibles qu'autre chose. Il faut, au contraire, prendre en charge les bouleversements de la société française qui ont suivi l'onde de choc de Mai 68. Le discours du pouvoir doit dorénavant devenir le discours du changement, de l'adaptation à des conditions de production et de vie profondément modifiées. Autant Pompidou n'hésitait pas à jouer les Père Fouettard, autant Giscard tient à paraître comme l'homme de la compréhension, aux vues larges et au modernisme compétent.

— le barrage de la finance —

De ce point de vue, les premiers mois du règne sont une réussite. La loi sur l'avortement, l'abaissement de la majorité à 18 ans, la réforme du divorce ont été relativement bien accueillis malgré de nombreux grincements de dents dans les rangs de la majorité. Le style du président, ses dîners chez de simples citoyens, ses conseils de ministres en province, s'ils font sourire, ne déplaisent pas à nombre d'électeurs potentiels. Mais les difficultés commencent lorsque il s'agit d'aborder des problèmes qui ont des implications financières. La loi foncière de Galley, bien que sa portée soit limitée, suscite déjà beaucoup d'inquiétudes chez les propriétaires et surtout dans les rangs des promoteurs. Quant à la loi à venir sur l'imposition des plus-values (accroissement de la valeur des biens mobiliers et immobiliers) elle se heurte à une véritable levée de boucliers. Les choses deviennent encore plus difficiles lorsqu'il est question de la réforme d'entreprise. La co-surveillance, préconisée par Sudreau — version abattardie de la co-gestion allemande — se heurte à un véritable tir de barrage du patronat qui mobilise ses forces pour vider la loi éventuelle de tout son contenu. Au niveau de l'Etat, ou des appareils étatiques, la politique dite de réforme se révèle encore plus dérisoire. Pour les jeunes soldats en révolte, le libéralisme avancé prend la forme des arrêts de rigueur ou de la Cour de Sureté de l'Etat. Dans l'éducation, le changement, c'est Haby et la

réforme Soisson dont les effets sélectionnistes et élitistes sont évidents. Quant à la réponse qui a été donnée aux Corses et aux vigneron, c'est celle des auto-mitrailleuses et des gardes mobiles. La réforme régionale ? Mieux vaut ne pas parler.

— derrière l'aimable sourire —

Qu'on ne s'en étonne pas ! Giscard prétend pratiquer le changement — c'est à dire un réformisme bourgeois — dans une période d'exacerbation de la lutte des classes, d'extension du chômage et d'aggravation des problèmes économiques et sociaux. Au moment où Giscard prêche la décrispation, le patronat fait appel aux milices privées et à la police de Poniatowski pour attaquer les travailleurs. Au moment où les budgets des classes populaires sont atteints par l'augmentation générale des prix, Fourcade augmente la pression fiscale pour relancer par des subventions ou des crédits, l'activité de secteurs capitalistes en péril. Derrière l'aimable sourire giscardien, c'est le rictus d'une bourgeoisie à la fois effrayée et décidée à frapper qui apparaît. Aussi depuis plusieurs mois la belle machine gouvernementale s'essouffle, perd le sens de la direction et virevolte un peu dans tous les sens. Les ministres d'Etat font des crises de nerfs, se contredisent les uns les autres et doivent être rappelés à l'ordre. Pour retrouver un peu de popularité, ils n'ont rien trouvé d'autre qu'une campagne primitive pour la peine de mort. Giscard en réalité ne sait plus très bien où il va et cherche surtout à durer en subissant le moins de dégâts possible. Le libéralisme avancé, c'est la réaction que la défensive.

— manoeuvres d'enveloppement —

Toutes ces contradictions se reflètent évidemment sur le plan des relations entre organisations politiques. Le « réformisme » de Giscard se heurte directement au réformisme du Parti socialiste, beaucoup plus crédible, parce qu'il émane, non du pouvoir et de la bourgeoisie, mais d'un parti d'opposition ancré solidement dans les couches moyennes salariées. La concurrence est donc directe entre le « libéralisme avancé » et la rose au poing. Dès le début du nouveau règne, Giscard et ses amis en étaient conscients. Mais à un choc frontal avec le parti de Mitterrand, ils préfèrent l'approche indirecte, les manoeuvres d'enveloppement. Là encore, ils ne peuvent cependant aller jusqu'au bout, c'est à dire offrir une véritable perspective de partage du pouvoir au Parti socialiste, car cela bouleverserait trop profondément les assises de la majorité et du bloc conservateur. Le libéralisme avancé ne peut que balancer à ce niveau entre des appels au débauchage, adressés à quelques comparses, et la dénonciation des leaders socialistes comme autant d'irresponsables, du fait de leur alliance avec les communistes qui pourtant n'effraie plus grand monde.

Demain : deux années électorales ?



2/
LES CONTRADICTIONS DU LIBERALISME AVANCE

Union Générale des travailleurs Réunionnais en France

communiqué

H. Piot : 1 373 voix le 7 mars ; 276 le 14. R. Théodora : 389 voix le 7, moins de 90 le 14. Ces deux exemples de l'évolution des suffrages obtenus par des candidats de l'opposition entre les deux tours des élections cantonales traduisent avec netteté, la permanence de pratiques frauduleuses à la Réunion.

Attaques de mandataires contrôlant les listes électorales le 11 mars, insultes rascistes, promesses fallacieuses et ridicules (L. Virapoullé promettait de faire tomber la pluie s'il était élu), manipulation de groupes ethniques ou religieux, achat de cartes électorales, distribution illégale de cartes entre les deux tours, manœuvre en vue d'inscriptions nouvelles, guet-apens contre un candidat, passage à tabac de délégués et de scrutateurs avec encerclement des bureaux de vote dès cinq heures du matin, extorsion de procurations, concentration de nervis gavés de rhum menaçant et intimidant, notamment à Grand Bois où, au 1^{er} tour Paul Vergés rassemblait 75 % des suffrages, provocation de la Gendarmerie à l'égard de la femme d'un candidat... ont été quelques-uns des moyens utilisés pour faire élire les candidats officiels.

L'UGTRF, qui se propose d'ouvrir bientôt ce nouveau dossier de la fraude électorale à la Réunion, dénonce fermement l'institutionnalisation de telles pratiques. Elle attire l'attention de l'opinion publique française sur de tels faits. Elle déclare le gouvernement entièrement responsable.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

DESISTEMENTS.

Par deux fois, cette semaine, « l'Humanité » est revenue sur le problème des désistements entre communistes et socialistes aux élections cantonales. Mardi, René Andrieu écrivait qu'« au second tour, dans de nombreux cantons, le candidat communiste arrivé en tête au premier, a été battu parce que le Parti socialiste a fait voter pour la droite ». Et jeudi, Laurent Salini soulignait, à propos de l'élection des présidents des conseils généraux, que, dans certains départements, « les suffrages socialistes nous ont fait défaut ».

Cette violente attaque ne résiste pourtant pas à l'analyse détaillée du scrutin. Dans l'immense majorité des cas, les reports de voix se sont effectués conformément aux accords nationaux entre les partis de gauche. Les bavures sont marginales. Elles sont le fait de notables poussiéreux qui se croient encore aux beaux jours de la IV^e République. Si la direction du Parti socialiste n'a pas toujours sanctionné les manifestations d'indiscipline, elle a néanmoins ouvert une commission d'enquête sur l'affaire des Pyrénées Orientales où le candidat socialiste a été élu président du conseil général, avec les voix de la majorité présidentielle, contre un adversaire communiste.

On pourrait rétorquer en outre que les reports de voix communistes en faveur des candidats socialistes les mieux placés au premier tour ont parfois été insuffisants. Mais là n'est pas le fond du problème.

La campagne du Parti communiste se situe en réalité à un autre niveau. Elle surprendra ceux qui, après le XXII^e Congrès et une campagne électorale sans polémique acerbe, misait sur la fin des attaques contre le Parti socialiste. Elle s'inscrit pourtant dans la logique de la politique actuelle des dirigeants communistes : réaffirmer l'Union de la Gauche comme seule stratégie possible mais s'opposer coûte que coûte à une hégémonie socialiste d'ici les prochaines échéances électorales décisives.

Il est donc certain que la préparation des élections municipales de 1977 sera le cadre de conflits violents entre le P.C. favorable à des listes communes dans les villes de plus de 30 000 habitants et le P.S. qui ne prendra position que lors de sa convention en mai prochain. Sans jamais risquer une rupture de l'alliance, les dirigeants communistes maintiendront une pression permanente.

C'est d'ailleurs une bonne façon, pour eux, de fuir devant leurs responsabilités. Mitterrand avait déjà annoncé la couleur en se prononçant contre des élections anticipées. Marchais lui emboîte le pas en offrant comme seule perspectives aux travailleurs de compter les voix qui manquaient au deuxième tour.

N'est-ce pas dérisoire face à un gouvernement minoritaire dans le pays ?

Pierre Julien

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

QUAND LE C.E.R.E.S. MANIE L'INJURE

Scandaleux. Il n'y a pas d'autre terme pour qualifier la honteuse double page du numéro de mars du mensuel universitaire du CERES (*Le crayon entre les dents*) consacrée à la Ligue.

L'article de fond se contente de tronquer grossièrement nos positions et insiste beaucoup plus longuement sur le prétendu peu de poids de nos militants dans les luttes étudiantes. Serait-ce que le besoin se fait sentir de ressouder les rangs des Etudiants Socialistes dont une partie milite au MARC, l'autre au COSEF (organisation parachutée par la direction du Parti) et la dernière à l'UNEF-Renouveau (c'est le cas de la majorité des militants du CERES) ?

Mais on peut y lire, surtout, des infamies, dignes des plus beaux torchons fascistes sur « comment reconnaître un militant de la

LCR » (voir ci-contre), et autour d'un faux interview de Léon D. Krivine (très drôle !).

Camarades du CERES, nous avons de profondes divergences sur les questions-clé des voies de passage au socialisme. Mais nous ne pensons pas que ce soit par ce type de pratiques que le débat pourra progresser. Jamais, nous n'avons, dans notre presse, utilisé l'insulte à votre égard, comme vous le faites aujourd'hui. Et même si depuis quelques mois, il semble que votre direction ait tactiquement décidé de tirer à boulets rouges contre nous, cela ne justifie en aucun cas de telles grossièretés.

Camarades de la direction du CERES, nous vous demandons de désavouer publiquement ce qui, nous l'espérons n'est qu'un misérable glissement de plume de certains de vos militants.

P.J.

Comment reconnaître un militant de la Ligue

Le militant de la Ligue tient à peu près le discours de Léon Davidovitch Krivine, militant de base dont nous publions ci-contre l'interview. Son aspect physique est caractéristique. Le cheveu long, un blouson de cuir et des bottes, un jean délavé, il parle d'une voix forte en scandant ses mots de larges mouvements d'avant-bras, le doigt pointé vers le ciel ou dirigé avec fermeté vers l'interlocuteur. Glabre ou barbu, l'intervenant de la Ligue a toujours la mèche en bataille et l'œil brillant, et l'ardeur de son propos provoque chez lui un afflux de sang au visage qui le rend aisément reconnaissable dans les meetings. Il est d'ailleurs d'autant plus que son débit est intarissable, et qu'un militant peut à lui seul bloquer une réunion publique sous un flot de dialectique sommaire et confuse.

critique communiste



vient de paraître

- Au sommaire
- Denis Berger le parti communiste français entre le réformisme et le désarroi
 - Michel Lequenne sur un pronostique de Léon Trotsky
 - Christian Leucate sur la crise du stalinisme
 - Denis Pingaud Le parti communiste italien : un parti « stalinien national »
 - Serge Depaquit, Philippe Robrieux, Alain Krivine Où vont les partis communistes d'Europe Occidentale ?

Nous rendrons compte demain du meeting de « Critique communiste » sur l'évolution des P.C. en Europe qui s'est tenu hier à la Mutualité.

Après l'agression fasciste à la faculté de Censier à Paris

Après l'agression fasciste dont ont été victimes des étudiants de la faculté de Censier, le parquet de Paris a décidé d'ouvrir une information contre X dont a été chargé M. Pia, juge d'instruction. Deux étudiants ont été transportés à l'hôpital Cochin qui se refuse à toute déclaration, mais leur état semble grave. Le juge d'instruction a donné commission rogatoire à la police afin qu'elle identifie les auteurs de l'agression.

On peut se demander comment elle y parviendra dans la mesure où, comme le souligne le communiqué publié hier par les syndicats des administratifs et des enseignants de la faculté, l'agression s'est déroulée, en toute impunité, « en présence des forces de l'ordre stationnées non loin de la faculté », qui se sont bien gardées d'intervenir. De même, des témoins affirment que le commando fasciste provenait du centre Assas. Il lui a fallu, avant de rejoindre le centre Censier, traverser un Quartier Latin exceptionnellement quadrillé par la police depuis le début des manifestations étudiantes. Doit-on s'étonner qu'il y soit parvenu sans être un instant inquiété, alors que tout le monde connaît le nombre de fonctionnaires des RG qui fréquentent les facultés, et qui avaient largement le temps de prévenir leurs collègues, au point de départ comme au point d'arrivée du commando ? Quant à nous, en bons citoyens, nous pouvons indiquer au juge d'instruction, pour faciliter son enquête qu'une des voitures qui a ramené quelques fascistes après l'agression était une Renault 4L vert foncé, immatriculée 4882 RK 91.

La recrudescence des attaques s'explique certes par la mobilisation étudiante que nous connaissons actuellement, mais aussi par des débats internes au sein de la ratière fasciste. Le Parti des forces nouvelles (PFN), en faisant le choix d'une reconnaissance légale d'un parti « respectable », a vu se lever en son sein la révolte des gros bras du Front de la jeunesse (FJ) qui est la branche « jeune » du PFN. Ne rêvant que de « casser du gauchiste », réticent, dans l'état actuel des choses, à intégrer la majorité présidentielle, le FJ a mal accepté de se voir réduit à jouer le rôle de service d'ordre des giscardiens, comme pendant la campagne présidentielle ou lors du rassemblement des jeunes giscardiens en octobre dernier, Porte de Versailles. Il s'ensuit un processus d'autonomisation du FJ, engagé dans une campagne d'agressions, ce qui demeure son meilleur moyen pour recruter tous les demi-soldes du fascisme déçus par la politique du PFN.

L'affaire Hazan, ce PDG enlevé contre rançon en janvier dernier, a relancé le débat. Plusieurs militants du PFN, dont Moschini, ancien responsable de son SO, y étaient mêlés. La police qui mène une enquête d'autant plus discrète qu'elle risque d'éclabousser des gens approchant de près le pouvoir, pourrait sans doute mieux nous renseigner sur les conflits que cet enlèvement a soulevés dans les rangs du PFN, notamment sur l'orientation suivie par sa direction.

Georges Marion



LE P.F.N. DÉBORDÉ SUR SA DROITE

Le premier secrétaire du P.S. à l'ambassade U.S. BON APPETIT MONSIEUR MITTERRAND

Le déjeuner de Mitterrand à l'ambassade des Etats-Unis « s'inscrit, selon le parti socialiste, dans le cadre des contacts qu'il entretient habituellement avec les chefs de mission à Paris ». Cette déclaration s'efforce de limiter la portée de cette rencontre. Elle donne du dirigeant du parti en même temps l'image d'un Premier ministre en puissance qui entretient des relations « officielles » parallèles. La tournure prise par le voyage de Mitterrand à Alger avait déjà irrité au plus haut point le gouvernement. La visite à l'ambassade des Etats-Unis, survenant au lendemain des cantonales, ne sera pas non plus bien perçue.

C'est une manière d'introniser l'opposition socialiste, de reconnaître sa vocation à assumer des responsabilités gouvernementales. C'est aussi un moyen d'utiliser l'affaiblissement du pouvoir et la tension interne en vue d'accroître la pression sur l'Elysée. Et ce jeu tend à s'élargir puisqu'on fait état au parti socialiste de la rencontre que vient d'avoir Mitterrand avec Senghor, le chef d'Etat du Sénégal et de son prochain voyage à Bonn où il doit s'entretenir avec Willy Brandt.

Les récentes déclarations du général Haig, de Kissinger, de Ford multipliant les mises en garde contre une participation communiste à des gouvernements européens donnent un caractère particulier à ce déjeuner. Peu importe qu'il ait été prévu de longue date ; il prend à ce moment une signification précise qui est l'établissement d'un certain choix de relations du PS avec l'Amérique. La réponse de Mitterrand aux pressions américaines de ces dernières semaines se distinguait déjà par sa mollesse. Gageons qu'il s'attachera à raisonner les craintes américaines quant au péril communiste en France et qu'il se fera fort de le contenir. Son jeu tend finalement à renforcer une fonction de pivot prenant appui sur le PCF, tout en se ménageant les meilleures relations possibles avec les Etats-Unis.

A.D.

notes politiques

EN TOUTE CONFIANCE

M. René Tomasini, secrétaire d'Etat, rendu célèbre par les insultes qu'il avait proférées à l'égard des magistrats au moment de l'affaire Guyot (1971), vient d'accéder au poste de Président de la commission des Finances du Conseil général de l'Eure. A cette occasion, la majorité du Conseil général a tenu à exprimer à l'heureux homme « l'expression de son estime ». Mais pourquoi donc ? Certains douteraient-ils de l'honnêteté du sieur Tomasini ? Ou peut-être l'honorable Conseil désire-t-il ainsi remettre en mémoire la bien triste affaire du vol des fichiers de l'ORTF et de son exploitation à des fins publicitaires, affaire, suivie d'une enquête au cours de laquelle on sussura le nom de Tomasini.

CHIRAC VOYAGEUR DE COMMERCE EN LYBIE

Monsieur not'Premier ministre va se rendre en Lybie du 20 au 22 mars. C'est, paraît-il, historique, tout au moins à l'échelle du régime giscardien, puisque Chirac est le premier chef de gouvernement français à se rendre dans ce pays. Il y rencontrera Mouamar el Kadhafi, président de la République, pour discuter des relations entre l'Europe et le monde arabe, les problèmes méditerranéens etc... Voilà pour la poudre aux yeux. Plus concrètement, la Lybie est l'un des gros clients de la France en ce qui concerne le matériel militaire, mécanique et l'industrie alimentaire.

NON AU MEETING FASCISTE

Le comité de soutien à l'armée annonce un meeting à Pau pour le courant du mois de mars. Un Comité anti-fasciste, soutenu par le PSU et la LCR, développe une campagne pour obtenir l'interdiction de cette démonstration nazie. La municipalité PS de Pau qui sort victorieuse des cantonales doit prendre ses responsabilités.

Correspondant Pau

EUROPE : ÇA SE TRAINÉ...

Hé bien, ce n'était pas la peine de l'annoncer deux mois à l'avance et de la préparer par un Conseil restreint, cette fameuse réunion du gouvernement sur l'Europe.

Tout ce que Giscard a tenu à faire dire pour résumer ses grands projets, c'est : « La France continuera à apporter sa contribution à l'effort d'organisation politique de l'Europe, quelles que soient les difficultés. » C'est peu...

Ces messieurs ont reporté ça au 31 mars, à la veille du conseil européen du Luxembourg... Prudence ? Où nouvelles préoccupations, plus urgentes, nées des questions intérieures françaises ?

Le Conseil des ministres est-il paralysé en attendant que Giscard révise sa stratégie ?

SNCF GREVES DISPERSÉES DES CONDUCTEURS

□ Le 22 mars, les syndicats donneront leur réponse sur le contenu du contrat salarial proposé par la direction SNCF. Ce document ne propose aucune garantie sur les revendications essentielles des cheminots. Le pouvoir d'achat, déjà amputé d'au moins 1 % en 1975 n'est pas garanti. Aucune réponse sur le problème des effectifs. Rien non plus sur l'amélioration des conditions de travail (1 mort tous les 3 jours).

Voilà ce qu'on appelle des négociations ! Dans ces conditions, même les syndicats jeunes ou catégoriels tels la CGC, la FMC, la CFCTC, et les autonomes et la FGAAC, pouvaient difficilement signer sans élever le ton.

Aujourd'hui, seule la catégorie des agents de conduite (ADC) riposte. Certains d'entre eux sont en grève les 17 et 18 mars à l'appel des Autonomes. Les 18 et 19 sur consigne de la CGT et de la CFDT. Cette catégorie de cheminots est durement touchée par la compression des effectifs. En 1969, il y avait encore 22 370 agents de conduite. En septembre 1975 il n'en reste que 21 000, alors que l'activité de transport a augmenté parallèlement de plus de 30 %. Or, la direction de la SNCF envisage à présent la création d'un grade supplémentaire : T 5. Diviser pour régner, tel est le sens de ces propositions.

Mais, tandis que le courant unitaire pouvait entraîner le syndicat autonome (comme sur la région Méditerranée), les directions CGT et CFDT dénonçaient l'appel commun à la grève en déclarant en substance : ils font grève, mais acceptent le contrat. Sans doute pour dire plus tard, ils ont signé, on ne peut plus rien ! Toute cette division est sévèrement critiquée sur le terrain par les cheminots. Des sections entières autonomes sont en opposition absolue avec leur direction sur le contenu des miettes catégorielles que la direction SNCF « accorde » pour... obtenir la signature de l'accord.

Il reste que tous les syndicats qui s'apprêtent à signer l'accord pourront toujours se prévaloir des miniconcessions, si les directions CGT et CFDT n'offrent pas dès aujourd'hui l'alternative de lutte unitaire qu'exigent tous les cheminots. Pour cela, il faudra faire du 22 mars, non pas une ultime manifestation de principe devant le siège de la SNCF, avant la signature, mais une journée de préparation de lutte. Ceci pour tous les cheminots, roulants ou sédentaires.

Correspondant SNCF

● **Nantes** : grève massivement suivie. Décision unitaire CGT-CFDT-FGAAC, de bloquer les rares trains conduits par des jaunes. Ce qui a entraîné une intervention policière contre le piquet constitué par plus de cent cheminots. Un certain nombre de trains ont dû être détournés. (correspondant.)

● **Bordeaux** : Là aussi, grosse combativité. Le problème de l'extension du mouvement à l'ensemble des catégories a été posé en AG des grévistes. Malgré les réticences des directions syndicales. Volonté affirmée de faire du 22 une journée d'action massive. D'ores et déjà, appel à la grève pour ce jour-là. (Corresp.)

● **Paris-Sud-Ouest** : Assemblée regroupant de nombreux roulants. La section locale de la FGAAC a pris position contre le mot d'ordre national de sa direction et se bat dans l'unité. Mouvement massivement suivi. (correspondant)

150 TRAVAILLEURS DU "PARISIEN LIBÉRÉ" OCCUPENT LE "FRANCE"

- La CGT appelle les travailleurs à envoyer des délégations sur place
- Un rassemblement est prévu samedi à 16 h devant le paquebot

Depuis la nuit de mercredi à jeudi, les travailleurs du *Parisien libéré* occupent le *France*, immobilisé dans le canal derrière la zone industrielle. Ils sont soutenus par l'UD CGT, et les UL du Havre et de Harfleur. Réunis en AG ce matin, les travailleurs du bâtiment CGT, CFDT et FO ont décidé d'envoyer une délégation de soutien. Les élus des municipalités d'Union de la Gauche de la région du Havre ont d'ores et déjà apporté leur soutien et s'engagent à soutenir matériellement l'occupation du paquebot. Il s'agit d'une occupation préparée à l'avance par la CGT. Les travailleurs de *L'Imprimerie rouennaise* (IMRO) qui occupent depuis de nombreux mois leur entreprise en luttant contre la fermeture de la boîte n'ont pas été associés à l'action.

Un tract de la CGT a été distribué en ville qui déclare notamment : « les travailleurs du *Parisien libéré* et de la presse parisienne occupent le *France* pour exiger que s'ouvrent rapidement des négociations au niveau des pouvoirs publics et de la presse parisienne, pour trouver un règlement global à l'ensemble des problèmes posés. Voilà pourquoi, depuis treize mois ils sont en lutte et mettent tout en œuvre pour briser le mur du silence que le patronat et le pouvoir tentent de dresser pour cacher de nouveaux

scandales. Après celui du *France* et de bien d'autres consécutifs à leur politique. Nous sommes tous concernés.

La lutte des travailleurs du *Parisien libéré* et de la presse parisienne est partie intégrante de celle que mènent l'ensemble des salariés du pays et notamment de Seine-Maritime contre les conséquences désastreuses de la politique du grand patronat et de son pouvoir giscardien et pour leurs revendications essentielles. Consciente de cette réalité, l'Union départementale CGT et les Unions locales du Havre et de Harfleur-Tancarville appellent tous les travailleurs et travailleuses de Seine-Maritime, notamment

ceux de la région havraise, à manifester dès aujourd'hui leur solidarité aux travailleurs du *Parisien libéré* et de la presse parisienne en lutte : en se rendant nombreux en délégation auprès du *France* ; en leur faisant parvenir des messages de sympathie adoptés dans les entreprises par les travailleurs réunis ; en participant massivement au rassemblement qu'ils organisent samedi 20 mars 1976 à 16 heures devant le paquebot *France*, sur le quai, pour obliger le patronat et le gouvernement à négocier positivement des revendications, pour hâter l'heure des changements que nous souhaitons dans notre pays ».



vie syndicale

CGT : INTENSIFIER PARTOUT L'ACTION REVENDICATIVE DE MASSE

« Les luttes revendicatives connaissent une recrudescence significative, tant dans les secteurs public et nationalisé que privé », déclare le bureau de la CGT.

« L'attaque permanente contre le pouvoir d'achat des salaires, aggravée par la dévaluation déguisée du franc, les licenciements et le chômage massif, l'acharnement du patronat et du gouvernement à s'opposer aux revendications sociales accroissent la colère des travailleurs.

« Aucune caution que le pouvoir pourrait obtenir de la part de certaines organisations dans les secteurs publics et nationalisés par la signature de prétendus accords ne saurait faire admettre aux travailleurs intéressés la réduction de leur niveau de vie.

« Les élections cantonales ont marqué une condamnation énergique de la politique antisociale du gouvernement. Les travailleurs, qui ont exprimé massivement leur mécontentement à cette occasion, trouveront dans ce résultat un encouragement à renforcer leur action revendicative.

« Les problèmes sociaux urgents nécessitent qu'on en finisse avec les faux-fuyants et appellent des solutions négociées sérieuses.

« Face à l'intransigence persistante du patronat et des pouvoirs publics, la CGT appelle à intensifier partout de façon résolue l'action revendicative de masse en assurant à tous les niveaux les coordinations nécessaires.

« Le bureau confédéral a pris contact avec celui de la CFDT dans le prolongement de la coopération entre les deux centrales pour favoriser le développement de ces initiatives. »

CFDT : POUR LES LUTTES MAJORITAIRES, MASSIVES, ET UNITAIRES

L'éditorial du dernier numéro de *Syndicalisme-Hebdo* résume l'analyse que fait le Bureau national de la situation sociale, en expliquant notamment : « Les mouvements spéculatifs enregistrés ces derniers temps constituent un événement qu'il importe de prendre en considération. Tout se passe comme si les patrons, en plaçant leurs capitaux hors de France ou en refusant de faire rentrer des devises, se plaçaient déjà dans la perspective d'une probable arrivée de la gauche au pouvoir dans un délai de deux ans. (...) »

« Mais le fait dominant du moment est constitué par l'amélioration du climat qui règne chez les travailleurs, même s'il serait absurde d'exagérer l'importance réelle de la combativité. Non seulement les élections cantonales ont mis en lumière la profondeur du mécontentement social, mais de nombreuses luttes sont engagées. Toutefois, dans bien des cas, l'intransigence patronale pose de sérieux problèmes (...) Patronat et gouvernement veulent-ils pousser les travailleurs à bout comme cela a été le cas avec les viticulteurs du Languedoc Vont-ils, au contraire, compte tenu de la montée du mécontentement, lâcher un peu de lest dans les mois à venir Pour l'heure, les deux hypothèses sont également plausibles (...) »

Et l'éditorial annonce pour finir que « le Bureau national a décidé que le 1er mai devrait avoir pour thème « le droit à un emploi utile pour tous ». Cela suppose évidemment la satisfaction d'un certain nombre de revendications que nous ne cessons de mettre en avant : le droit au métier, le retour aux quarante heures, le droit à une retraite décete à soixante ans et la création de nombreux emplois dans le secteur public. Tout cela dans la liberté et l'unité d'action. » Et il se conclut en mettant l'accent sur « deux nécessités dictées par les circonstances : celle de donner plus que jamais aux luttes un caractère majoritaire, massif et unitaire et celle de renforcer la capacité d'action de la CFDT. L'adhésion doit constituer une des préoccupations permanentes des militants ».

en lutte

CEA : GREVE CONTRE LE TRAFIC D'INTERIMAIRES

● Les 72 travailleurs intérimaires de la société La Guilde des Techniciens, employés à Technicatome, filiale du CEA implantée à Saclay, venaient de créer une section syndicale CGT et d'imposer l'élection de délégués du personnel lorsqu'ils apprirent la décision subite de Technicatome de se passer désormais des services de la Guilde. Des propositions individuelles d'embauche dans d'autres entreprises d'intérim ont suivi. Les travailleurs de la Guilde luttent contre cette opération antisyndicale, qui permettrait d'autre part de licencier les plus combattifs d'entre eux. Ils demandent leur embauche par Technicatome. En grève hier, ils ont organisé une conférence de presse.

Correspondant

BRETONCELLES : CONTRE LA REPRESSION ANTISYNDICALE

● Les travailleurs d'ex-Piron, en lutte depuis 15 mois pour la maintien de leur emploi, ont envoyé hier une lettre au Directeur départemental du Travail à Alençon. Ils dénoncent l'attitude de la direction de la SODEM qui « s'est refusée à inscrire sur la liste d'embauche un certain nombre de travailleurs professionnels ayant accepté d'être embauchés comme O.S ». La direction de la SODEM (...) en présence de l'inspecteur du Travail a déclaré : « je n'inscrirai jamais M. Charon, M. Rubinat Antoine, M. David Pierre, délégués du personnel CFDT ». Il s'agit donc d'un cas de discrimination syndicale à une priorité d'embauche. Une réunion devait avoir lieu hier soir avec la direction. La section CFDT a déposé une plainte pour atteinte aux droits syndicaux.

Danielle

Correspondante Bretoncelles

REPRISE DU TRAVAIL A LA CEM (Nancy)

● Les travailleurs ont décidé jeudi de reprendre le travail, bien que la direction n'ait pas satisfait l'essentiel des revendications. Et pourtant c'était la plus grande grève depuis 1968. Si durant ces jours la mobilisation a été très forte (présence aux piquets, assemblées générales), la grève ne s'est pas déroulée sans une certaine confusion, surtout lorsqu'il s'agissait de prendre des décisions importantes. Alors que des positions divergentes s'exprimaient dans les assemblées générales, il n'y a jamais eu de vote pour trancher clairement, sauf le dernier jour où il était trop tard ; il est résulté une certaine désorientation des travailleurs. La reprise n'entraîne pas la démolition : des débrayages ont commencé dans certains ateliers sur des revendications propres. La lutte continue.

Correspondant Nancy.

PEUGEOT-BEAULIEU

L'ÉPREUVE DE FORCE

- La grève s'organise.
- Développer la solidarité.

Après la manifestation combative de 300 travailleurs dans les rues de Montbéliard mercredi, la grève s'organise. Des équipes d'intervention vont organiser la solidarité : une collecte a été ainsi organisée à la Semas rattachée à Peugeot. C'est en effet sur le trust qu'il est important de développer une solidarité physique et matérielle : Peugeot fait maintenant fabriquer les colonnes de direction par sa filiale de Dijon, les directions syndicales ont déjà dénoncé la manoeuvre. D'autre part, à Belfort, 5 entreprises de sous-traitance de Peugeot préparent des actions. La grève de ceux de Beaulieu constitue déjà un exemple et un encouragement pour la région.

MIDI VITICOLE

MONTREDON UN SIMPLE DERAPAGE ?

Les admonestations de Chirac lançant un appel aux « dirigeants viticoles responsables » ont été entendues.

Les dirigeants du GRAV souhaitent « l'apaisement et la négociation avec les pouvoirs publics » ce qui est manière élégante de se démarquer des agissements par trop violents de la base viticole de l'Aude.

La condamnation des viticulteurs qui ont utilisé les fusils est encore plus nette si nous examinons la nature de la riposte à l'assassinat d'un vigneron par les CRS le 4 mars dernier. Les obsèques n'ont donné lieu au développement d'aucune riposte.

Et voici que ce 15 mars, les organisateurs de la journée du 5 février dernier (CRAV, FEN, CGT, CFDT, CIDUNATI, artisans) ont décidé d'une journée région morte et d'un rassemblement à Montpellier pour le... 29 avril. Ainsi que l'écrit le « Midi libre » du 16 « l'esprit du 5 février souffle toujours ». C'est en effet la même optique de convergence des mécontentements qui l'emporte. Les rencontres à venir des représentants locaux des diverses catégories professionnelles ressortent plus des manoeuvres des dirigeants que d'un réel désir de développer une dynamique d'alliance ouvriers-paysans. La tactique de pression continue à prévaloir. Décidément montredon n'aura été qu'un dérapage « dramatique ».

Le colloque de trois jours, initialement prévu avant la journée régions morte est reporté en juillet.

Aucune riposte n'est actuellement avancée dans le cas d'arrestations de viticulteurs, sinon une nouvelle rencontre des dirigeants syndicaux régionaux.

Le premier affrontement sérieux avec l'Etat bourgeois a donc révélé la nature conciliatrice des dirigeants du syndicalisme viticole. Leurs appels de passage à la clandestinité paraissent disparus aux oubliettes. Aussi se rencontrent-ils totalement en accord avec la politique réformiste des directions syndicales.

Correspondant Montpellier

• Un meeting du Comité d'information viticole de Montpellier (où se retrouvent des militants du PSU, de la GOP, de Révolution, de la LCR... et des militants occitans ou inorganisés) aura lieu le vendredi 19 mars à 21 h au Centre Lacordaire de Montpellier. La participation de militants paysans des Comités d'action viticole est prévue.



Jeu 18 mars : grève nationale dans le bâtiment et les travaux publics

A Paris, de nombreux chantiers arrêtés et plus de 5000 travailleurs du Trocadéro aux Chantiers patronales du bâtiment et des travaux publics à l'appel de la CGT, la CFDT, FO et la CFTC. Les revendications avancées concernaient les salaires, les horaires et les conditions de travail. Alors qu'il y a plus de 825 morts et plus de 34 000 blessés dans le bâtiment et les travaux publics, les mots d'ordre essentiels étaient : « Les patrons assassins en prison », « Stoléro t'es foutu, les manuels sont dans la rue ».

A fin de la manifestation, les organisations syndicales ont appelé les travailleurs à poursuivre et intensifier l'action sur les lieux

de travail. A signaler la forte participation des ouvriers immigrés dans le cortège.

Correspondant Bâtiment

A Bordeaux, la journée d'action a été marquée par un rassemblement au chantier de Mériadeck, dans le centre ville. Les sections syndicales de Mériadeck avaient appelé à un débrayage qui a été suivi. Vers 10 h, manifestation de voitures très importante et très combative, ce qui ce s'était pas vu depuis de nombreuses années en Gironde. Puis à 11 h 30, rendez-vous devant la maison du bâtiment. Certains travailleurs, écourés par le luxe des patrons, poussaient à l'occupation jusqu'à négociation « à chaud » du point pour la valeur de 12 F (actuellement 9,10 F). Les directions syndicales ont refusé. Pourtant c'était possible. (Correspondant Bâtiment Bordeaux).



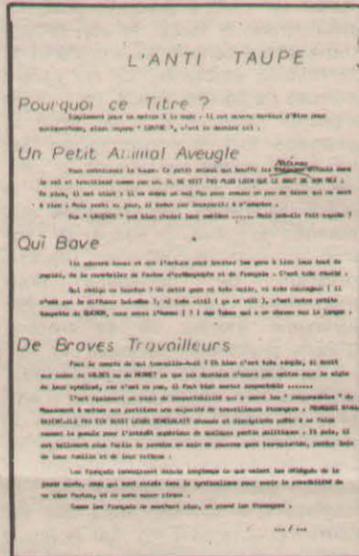
A Peugeot-Beaulieu (Photo Sacha)

L'anti-taupe patronale

Le patron ne se contente pas de menacer de licenciements, il a fait distribuer dans les boîtes à lettres des cités une feuille dénommée « l'anti-taupe » : véritable torchon raciste, fasciste et antisyndical, elle dénonce : « un petit animal aveugle...qui bouffe les racines enfouies dans le sol, trouillard comme pas un...nos « gauchos » ont bien choisi leur emblème...ils adorent bavoyer...qui rédige ce torchon ? Un petit gars ni très malin, ni très courageux...ni très viril (ça se voit), c'est notre petite taupette de Queron, vous savez l'homme (?) des Tubes qui a un cheveu sur la langue... » et de dénoncer la présence aux piquets de travailleurs immigrés « ...il est tellement plus facile de prendre en main de pauvres gars transplantés, perdus loin de leurs familles et de leur culture... » et pour terminer après avoir mis dans le même sac Husak et Pinochet, le brin de phalocratie déjà annoncé plus haut resurgit : « Que vous soyez pour ou contre la grève telle qu'elle est conçue actuellement, si vous avez des C... au C... dites-le, mais ne le laissez pas dire par les guignols des portières... »

Immédiatement la CFDT a porté plainte pour diffamation, plusieurs militants CFDT étant nommés dans la feuille. Quant aux militants de la Taupe Beaulieu ils ont immédiatement riposté lundi.

Fac-similé de « l'anti-taupe » distribuée par des fils de chefs de Peugeot.



Interview d'une femme de gréviste

Ce serait dommage de s'arrêter...



Q : Jusqu'à maintenant tu voyais d'un mauvais oeil le fait que ton mari soit toujours en réunion syndicale. Maintenant ça a changé, qu'est ce qui s'est passé ?
Maintenant, ils se battent pour 300 F, ça vaut le coup. Ils ont bien commencé, ce serait dommage de s'arrêter après tant d'argent de perdu dans la grève, tant de nuits sans sommeil...

Q : Comment as-tu vécu pendant le conflit ?

Très bien, je suis allée régulièrement à l'usine, parfois jusqu'à deux heures du matin.

Q : Tu as participé aux rondes dans l'usine ?

Oui. Samedi. Mon mari était plutôt contre, mais quand j'ai vu qu'il n'y avait pas assez de monde, je suis restée. Le lendemain matin, quand je suis revenue à l'usine, je suis allée voir les gars pour leur dire qu'il fallait renforcer la garde. Ils ont dit oui, mais je ne les ai pas vus par la suite...

Q : Et les voisines, que pensent-elles de la grève ?

Elles sont pour, mais elles envoient pas leur mari à l'usine, elles disent : c'est bien ce qu'ils font, mais ça ne tiendra pas, alors pourquoi aller à l'usine ?

Q : Il y a beaucoup de femmes dans la lutte ?

Oui, au début, mais il y en a certaines qui ont reçu des menaces de licenciements.

Solidarité financière à envoyer aux SYNDICATS CGT et CFDT des cycles peugeot N° N12213 545 CMDP MAN-DEURE.

MOTION DE SOLIDARITE DU SNES

Le Congrès du SNES réuni les 13 et 14 mars 1976 exprime sa solidarité avec les travailleurs des Cycles Peugeot à Beaulieu en lutte depuis une semaine pour 300 F d'augmentation pour tous, le retour aux 40 h, l'amélioration des conditions de travail. Les travailleurs de l'Education nationale ressentent tous les jours les effets de la politique antisociale de plus en plus affirmée malgré les déclarations officielles qui se veulent rassurantes. Le Congrès appelle tous les SI à apporter leur soutien à la lutte légitime des travailleurs de Beaulieu en popularisant leur action auprès de leurs collègues par une solidarité

financière en dénonçant les menaces dont font l'objet les délégués syndicaux. Le Congrès demande aux sections syndicales, surtout celles de la région de Montbéliard, de se tenir prêtes à protester vigoureusement y compris par la grève si la direction de Peugeot, qui porte l'entière responsabilité du conflit, était amenée à faire intervenir les CRS et ses milices patronales pour briser la grève comme elle l'a fait par le passé à Sochaux, Mulhouse et Saint-Etienne.

Congrès académique du SNES (FEN)

en lutte

FOUGERES : REHAULT RACHETE !

• Le tribunal de commerce de Rennes a autorisé la reprise partielle de l'activité des établissements « Morel et Gaté » et de « Renault » après rachat de ces entreprises. 230 réembauchages seulement sont prévus et les directions syndicales demandent donc à négocier pour les 400 travailleurs restant. La journée « Ville morte » prévue aujourd'hui à Fougères ayant été annulée, une journée de lutte pour la semaine prochaine est envisagée.

St-FLANDRIN : ALUSUISSE EN GREVE ILLIMITEE

• Grève illimitée à Alusuisse France depuis mardi 16 mars à St-Flandrin dans l'Yonne. 98 % des 350 employés de cette usine qui fabrique des profilés d'aluminium ont débrayé.

Motif :
1) Application à l'ensemble du personnel de l'augmentation de 10 % accordée au service outillage et correction.
2) Report des accords passés entre l'usine et les travailleurs sur les révisions des classifications. Pas de dialogue possible. Les grévistes parlent de durcir. Léo. Correspondant Auxerre

DIJON : LUTTES EN SERIE DANS LA METALLURGIE

• Les travailleurs de la LCC-Seurre ont repris le travail après avoir obtenu 100 F pour tous, la réduction des horaires sans diminution de salaire et divers avantages financiers. A Bourgogne-électrique, la grève continue avec occupation des locaux pour exiger 400 F pour tous, le retour aux 40h, la cinquième semaine de congés payés et la suppression des cadences. A Hoover, le personnel occupe l'usine pour répondre aux menaces patronales concernant un plan de licenciements. Face à la perspective d'une intervention policière, l'autodéfense s'organise.

JOUR DE TRANSPORTS GRATUITS POUR LES CHOMEURS A MONTPELLIER.

Le Comité de chômeurs CFDT a obtenu de la direction des transports montpelliérains, la gratuité des transports pour une journée. Après cette première victoire, l'action se poursuit afin d'imposer que cette gratuité soit quotidienne. Selon le Comité CFDT la municipalité est « la seule en mesure d'accorder la gratuité à une catégorie d'habitants particulièrement défavorisée ». Cette action fait suite à l'action contre le paiement des « impôts locaux » Le « Comité des jeunes sans emploi » CGT a, lui aussi, inscrit cette revendication dans sa plate-forme et appellait hier à une « assemblée générale des jeunes chômeurs de Montpellier » faisant état de 60 adhésions en deux jours.

faites chauffer l'école

Hier, dans les bahuts : grève au lycée de Louviers (Eure) contre le licenciement d'une auxiliaire. Débrayage à Sartrouville pour des conseils de classe publics et contre les conseils de discipline.

A Aubervilliers, grèves aux lycées H. Wallon et Le Corbusier et une manif de 500 lycéens hier matin « Grève au Lycée d'Avranches (Manche) contre les décrets Haby. « 10 % SAUVAGE » au Lycée d'Antony, totalement pris en charge par les lycéens avec commissions. De même au lycée de Colombes pour lutter contre la fermeture de 7 classes, la suppression de 4 postes, et l'application de la Réforme. Rassemblement anti-fasciste des lycéens de la banlieue Sud, après des agressions du GAJ et de l'UNI, aujourd'hui, 12 heures, lycée de Chatenay.

Dans les C.E.T. : aujourd'hui coordination à 17 h30, fac de Jussieu, tour 46. Grève au CET de Montluçon et au CET Bourseuil (XV°).

A Tours, on réhabilite les conseils de discipline : la séquestration du conseil de l'UER-Sciences de l'Homme a déclenché une campagne de répression sur toutes les facs. 42 menaces de sanction contre des étudiants très impliqués dans le mouvement qui dure depuis plus de deux mois. Face à la mobilisation, premier recul : plus de sanction, mais élection d'un conseil de discipline. Les représentants du SGEN et du SNESSup ont soutenu cette réhabilitation d'une structure répressive.

4 instits sur 5 en grève : c'est à l'École Nouvelle de Lyon. Elles sont en grève contre des licenciements demandés par une directrice pour qui les méthodes pédagogiques nouvelles ont des limites. Les 4 institutrices sont soutenues par la CFDT-SEPR (3 bis, place Ste-Anne, Lyon 2°).

Un journal des I.U.T. : « IUT, ça bouge ! », c'est le titre du journal de la coordination parisienne des IUT, dont le premier numéro vient de sortir. Dans l'édition : « Pour la première fois, assimilant les expériences des années précédentes, des étudiants ont décidé de se coordonner au niveau de la région, non seulement pendant la lutte, mais aussi après... Cette coordination décide de se manifester efficacement en composant ce journal unitaire qui sera diffusé largement sur la région. Il regroupera des articles, des structures de lutte des différents IUT. Ce premier numéro sera consacré à un bilan des luttes de chaque IUT ». Suivent : un appel à la rencontre nationale d'aujourd'hui à Paris, et des bilans des IUT de Paris, Cachan, Villetaneuse, le tract de l'UGICT-CGT soutenant les IUTiens.

UNE GREVE DETERMINEE ET ANIMEE MONTPELLIER JOURNEE « FAC OUVERTE »

Montpellier : de notre correspondant

Le soleil, et surtout quatre facs (Lettres, Sciences, Droit, Science-éco) et deux écoles (Archi, Beaux-Arts) en grève. C'est mercredi dernier, à Montpellier, la « journée portes ouvertes » sur le campus de Sciences. Journée de confrontation d'expériences, journée régionale, journée d'établissement des revendications.

Ce qui frappe au premier abord, c'est l'organisation de la journée préparée par la coordination des comités centraux de grève, c'est un certain côté « Mai », par les groupes sur les pelouses, la pop dans un amphithéâtre et les troupes de théâtre El Hakala (travailleurs immigrés) et du « Théâtre à emporter ». Mais ce serait un « Mai » préparé, profond, découvrant la force de son propre mouvement venu du plus profond de la révolte étudiante, de sa colère comme de son insolence. La journée « portes ouvertes », c'est pour la première fois la confrontation des luttes de toutes les facs de la ville, de tous les amphithéâtres qui votent la grève et élisent les délégués aux comités de grève, un besoin de confrontation, de centralisation, une impression de puissance d'un mouvement qui naît et qui semble lui-même étonné de se trouver d'aussi puissantes racines.

Le Comité de chômeurs CFDT animera une commission sur l'emploi, il venait d'obtenir (pour la journée mais le combat continue) les bus gratuits pour les chômeurs. Le débat sur la viticulture ou se déplacera le monde, alors que les profs PC et la CGT ont fuit la fac, a regroupé 500 personnes qui ont entendu Soulié du MODEF trouver « normales » les actions de commandos viticoles contre les négociants tout en expliquant que le négoce peut être un allié contre

l'Etat. Ce seront aussi les débats animés par les groupes femmes sur « Les femmes et l'éducation ». Les commissions sur l'armée et l'école ont manifesté la maturité d'un mouvement remettant en cause les fondements mêmes de l'ordre bourgeois et qui s'interroge sur les perspectives du socialisme : on a parlé de « déperissement » de l'école, de la « nature » de la pédagogie dans la planification démocratique etc... Il y aura aussi des commissions sur l'immigration, l'affaire de « l'Espelidou ».

Ce qui est clairement apparu, c'est la volonté d'enraciner les luttes étudiantes dans les luttes d'en-

semble, c'est l'aspiration à un autre « ordre » par la critique de celui d'aujourd'hui, de ses valeurs comme de ses institutions. Cette dimension est nouvelle - à son échelle de masse - dans le mouvement local : recherche systématique, organisée et unitaire, de la liaison avec d'autres luttes.

La profondeur de la contestation s'exprimera par la mise sur pied de « cahiers de revendications », élaborés amphi par amphi, allant de la revendication d'abrogation des DEUG, à l'allocation d'études pour tous, à la critique des cours, à la liaison avec les travailleurs.



A Strasbourg, lors d'une manifestation étudiante, un étudiant offre des fleurs en signe de dérision aux CRS.

CONTINUER

Un recul ridicule et tout en faux-semblants : Saunier-Seïté, s'est permise de déclarer, mercredi, que des « aménagements » pourraient être apportés au niveau de la mise en pratique de la réforme du second cycle. En fait, une raison de plus pour exiger l'abrogation pure et simple de la réforme. Et continuer la lutte : bloquer les dossiers d'habilitation (reconnaissance nationale) des diplômés « new look », exiger en s'y présentant en masse que les conseils d'Université prennent position contre la réforme, et, déjà, prendre rendez-vous pour après les vacances de Pâques, fixer des assemblées générales de rentrée.

Car la lutte contre les réformes du pouvoir sera toujours à l'ordre du jour. Et non seulement dans les facultés, mais aussi dans les lycées après la parution du troisième projet de décret d'application de la réforme Haby portant sur le second cycle de l'enseignement secondaire. Un décret qui sanctionne l'instauration d'un « bac-guillotine », barrage à l'entrée en faculté et dont les modalités précises seront fixées par un autre décret. Les grèves actuellement éparses dans les établissements scolaires le prouvent : le troisième trimestre devra être l'occasion de lancer la bataille contre l'application de la réforme Haby. Concrétiser autour de l'exigence de conseils de classe publics, contre la répression et les vidages, et de la réalisation de « 10 % sauvages », hors de tout contrôle de l'administration.

Coordination lycéenne parisienne : ce soir, 18 heures, fac de Jussieu.

CE MOUVEMENT ETUDIANT QUI RENAIT

Par Joseph Krasny

(1) MOBILISATION DE FACS SANS HISTOIRE ET PRISE EN CHARGE DE LA GREVE

Une simple promenade sur quelques campus de l'hexagone pourrait en rendre compte : les grèves étudiantes de 1976 mobilisent souvent un milieu « neuf ». A Nantes, prenant pour point de départ l'exclusion d'étudiants en troisième cycle de Droit, la lutte a véritablement pris corps quand les étudiants de DEUG, les deux premières années d'études universitaires s'y engagèrent. L'Université de Picardie, à Amiens, s'ébranle pour la première fois avec une telle ampleur. Tours est une autre de ces universités plutôt « tranquilles » à se retrouver dans le peloton de tête de la mobilisation. Et si dans cette ville, la répression menace plus sévèrement qu'ailleurs, l'administration envisageant des sanctions à l'encontre de 42 étudiants puis l'élection d'un Conseil de discipline (1), ce n'est pas un hasard. Il faudrait aussi citer ces universités du Nord et de l'Est où, dans les rues résonnent des manifestations sans égal, par exemple à Lille, le 17 mars « l'on n'avait jamais vu une telle manifestation étudiante depuis 68 ». Cette jeunesse de la majorité du mouvement lui dessine cet air d'apprentissage, d'initiation au combat contre la rentabilisation et la sélection à l'Université. Les débats des assemblées générales et des commissions illustrent contradictoirement ce trait. A Amiens, selon un étudiant, militant d'extrême-gauche, « les débats de fond sont mal ressentis », « il y a de la combativité, de l'animation, mais les débats politiques c'est difficile ». Un vague désarroi perce. Car le corporatisme n'est pas toujours absent. A Grenoble, première « AG » importante depuis trois ans en faculté de Droit. Une convocation presque spontanée. Le doyen intervient, défend le DUT, ce diplôme des « IUTiens » non reconnu par les conventions collectives, soutient la notion de « diplôme terminal » pour la licence, reprend l'essence de la réforme en proposant de transformer la fac

en « école professionnelle ». Le tout sur un ton imposant et respectable. Il est applaudi par une bonne partie de l'amphi... pour la performance. « On n'est pas ici, lancera un représentant de l'UNEF animée par l'UEC, pour discuter entre tenants ou non de la réforme », il faut « discuter tranquillement de notre avenir ». A Brest, il y a les hésitants peu résolus, « ahuris », dit quelqu'un, « d'avoir l'occasion de prendre leurs affaires en main ». Et lors des votes de reconduction de la grève, 30 à 40% des étudiants, particulièrement en Droit et aussi en sciences, se prononcent « contre ». Ils sont pourtant à l'AG et se plient à ces décisions pour la plupart. « La grève doit être suffisamment active pour les attirer, les convaincre ». A Nantes, le « compromis » conclu entre la présidence de l'université et les représentants de l'AG de Droit, a été critiqué par les autres facs : parce qu'il cautionnait l'instauration d'un diplôme local, le DESup, sans valeur nationale et lié aux besoins du patronat régional.

CONSTRUIRE LA GREVE

L'autre nouveauté est la prise en charge, l'animation de la grève. Cette façon de lui donner vie. Débats et commissions se succèdent. A Amiens, où la grève est structurée par UER, une affiche présentant une étudiante « réac » avec un « gros cul » suscite un débat sur le thème « féminisme et phalocratie ». En Psycho-Socio, l'affaire de Troye ouvrira une discussion sur la peine de mort. En Droit, le Syndicat de la magistrature est invité, comme d'ailleurs dans d'autres universités. Les journées portes ouvertes sont l'occasion de multiplier les sujets abordés, de l'armée à la réforme pour arriver à l'école, son rôle, sa nature, sa fonction. Des débats qui peuvent simplement partir, ce fût le cas à Nantes, d'une interrogation : « de quel

côté sommes nous, celui des ouvriers ou des patrons ». Parfois, les commissions précèdent les AG et rapportent devant elles, ainsi à la fac de Lettres de Bron à Lyon. Après la grève, le bilan (son existence même tient de la nouveauté) diffusé par le « Comité Sciences » de Nantes, note : « dans l'ensemble l'organisation de cette grève a donné un aspect nouveau au mouvement : un service étudiant de nettoyage fonctionnant en permanence, création de liens entre étudiants, enseignants et personnels, augmentation du nombre d'interventions aux réunions du Comité ». Prise en charge aussi dans le déroulement des occupations qui se sont multipliées. Votées en général préalablement en AG, elles ne vont pas à vau-l'eau. A Grenoble, l'imprimerie occupée fera après discussion, contrôlée par une « commission d'information » : tout peut sortir, mais en premier lieu, les tracts du mouvement, puis en tirage limité, ce que chacun veut écrire, et ensuite, si elles fournissent le papier, les textes des organisations. Dans les locaux administratifs occupés de l'INSA de Lyon, des affiches sur les portes : « vous pouvez mettre votre nez partout, vous êtes priés de laisser les locaux en ordre, pas de surcroît de travail au personnel administratif ». L'INSA innove aussi par la réalisation de « dossiers de la grève », numérotés et disponibles pour tous présentés ainsi : « le comité de grève reçoit des informations et prend des décisions qui sont lues et discutées en AG. Mais les étudiants n'en gardent qu'un souvenir oral... ces dossiers ont pour ambition de favoriser les discussions entre nous tous... ». On y trouve tout : des notes prises lors des AG, les papiers et propositions de l'administration et des profs, tous les tracts, les compte-rendus des commissions.

DEMAIN : Lutter contre quoi et durer comment ?

les temps modernes

ECHEC AUX VIOLEURS

● Un dimanche soir, Nathalie et Dominique sont chez elles. Elles entendent des cris de femmes dans la rue. Elles dévalent l'escalier, et tombent sur trois hommes tentant d'entraîner une femme dans l'hôtel où ils habitent. Nathalie et Dominique s'interposent, crient au viol, appellent les femmes à se défendre. Les trois violeurs abandonnent et courent se réfugier dans leur hôtel. Simple détail : depuis le début des cris, des gens étaient à leur fenêtre et ne sont pas descendus ; deux hommes se précipitent... après le reflux des violeurs, la jeune femme attaquée raconta qu'elle avait été encerclée sur le quai du métro et traînée dans la rue. Une tentative de viol ordinaire ; des spectateurs, passifs-complices ordinaires ; pensez donc, une femme est toujours consentante, même si elle crie ! Une réaction moins ordinaire : des femmes ont mis en pratique l'auto-défense des femmes, ont riposté par une contre-violence à la violence et à la peur quotidienne. Il y en aura d'autres.

ON SE SUICIDE DE PLUS EN PLUS DANS LES PRISONS FRANÇAISES

● Une enquête récente de l'Institut National d'Etudes démographiques met l'accent sur la flambée de suicides à laquelle on assiste dans les prisons françaises. Selon les chiffres officiels, il y a eu 165 suicides pour 28 000 prisonniers en 1975, alors qu'il y en avait eu 55 sur plus de 30 000 prisonniers en 1971. L'enquête révèle aussi qu'un prisonnier de moins de 21 ans se tue près de neuf fois plus qu'un jeune libre du même âge...

LE LARZAC TIENT BON !

● Gardarem lo Larzac le journal des paysans du comité millavois et des comités Larzac fait le point. « La plaidoirie de l'avocat de la Défense Nationale n'était qu'un tissu de mensonges. Il nous méprisait, nous accusait de tous les maux. Mais on ne peut nous déplacer sans nous tuer. On nous a méprisé. Le simulacre de justice au Conseil d'Etat nous rend plus déterminés que jamais. Envers et contre tout nous garderons notre Larzac qui est aussi celui de tous ceux qui luttent pour qu'il y ait une justice. »

Au Larzac, le ton n'est donc pas précisément à la morosité. Quant à la colère et à la volonté de l'emporter sur les militaires, il y a longtemps qu'elles sont constructives. La Bergerie de la Blaquière est aujourd'hui achevée, une autre bergerie va bientôt être construite (que le permis de construire soit ou non accordé, précisent les paysans), les chemins de communication, l'adduction d'eau, etc, sont améliorés.

SOUTIEN AUX PAYSANS DU LARZAC. Le comité Larzac de Montargis organise une soirée-débat le vendredi 19 mars à 20 h 45 (salle Anne-Frank), avec Léon Burguières, la présentation du film « Ciné journal » de Léon Maille. Il y aura des crêpes et du cidre.

armée

DU COTE DES COMITES

Trois nouveaux bulletins de comités de soldats viennent de nous parvenir.

Tam-Tam, journal du comité de soldats du 24^e RIMA de Perpignan est une vieillie parution que jamais la répression n'a pu interrompre. Et pourtant le comité du 24^e compte parmi les plus actifs. Dans son dernier numéro, *Tam-Tam* s'en prend au nouveau Réglement de Discipline Militaire, il dénonce l'envers du décor des cérémonies militaires, et fait le point sur la répression et ses effets dans les casernes. Pas de problème : combativité au beau fixe.

Plein les guêtres, le journal du comité de la base 7002 D4Avord, argumente quant à lui sur le bien-fondé des revendications des soldats. Dans le cadre, il se prononce clairement pour la constitution d'un syndicat de soldats, lié aux organisations ouvrières.

Pas de quartier, journal du comité du 12^e RA de Stasbourg consacre l'essentiel de son numéro à une très drôle lettre ouverte à un Parlementaire membre de la commission de la Défense Nationale. Au cas où ce Parlementaire lirait cette lettre — mais on peut en douter, hélas — il apprendrait à quel point les soldats jugent insupportables leurs conditions de vie. Il apprendrait que pour savoir la vérité sur leurs revendications, la meilleure solution n'est certes pas de s'adresser aux commissions de participation, ces « commissions non élues, mais représentatives tout de même, puisque désignées par les commandants d'unité ! ». Conclusion : « Monsieur le Parlementaire cette lettre est illégale (mais chaque soldat en a eu une), si vous étiez

surpris avec ce papier vous seriez passible de la Cour de Sureté de l'Etat. Les soldats quant à eux savent qu'il faut faire circuler discrètement ».

L'ARMEE EN QUESTION Meeting débat en Seine-St-Denis



comités de la Seine-St-Denis

Les emprisonnés de la Cour de Sureté de l'Etat sont maintenant tous libérés. Mais aucune des 53 inculpations n'a été levée. La répression dans les casernes, moins spectaculaire est néanmoins féroce. Insoumis et objecteurs défilent devant les tribunaux militaires et sont condamnés à de très lourdes peines.

Seul un large débat peut permettre une riposte efficace et unitaire.

Il faut venir nombreux au débat organisé par la coordination de la Seine-St-Denis des Comités de Soutien aux inculpés pour la dissolution des tribunaux d'exception.

Outre le débat, le film « Côte 465 », d'Anthony Mann sera projeté, ce soir 19 mars, à 20 heures, au 17, rue Hoche à Montreuil (Métro : Mairie de Montreuil).

La victoire de St-Etienne sur Kiev

MERCI LES VERTS !



■ Les patrons de St-Etienne sont contents, « Le rendement dans les usines et les bureaux est toujours meilleur après une victoire des Verts » c'est ainsi que se concluait lundi soir une interview sur France-Inter d'un représentant patronal de St-Etienne qui expliquait par ailleurs l'énorme support publicitaire que constitue le club champion pour la promotion de l'industrie régionale. Rares sont en effet les clubs français qui concentrent à ce point le rôle social du spectateur sportif.

La « marmite » du stade Geoffroy-Guichard est remplie aux 9/10^e par des travailleurs de la région ; le club puise la plupart de ses joueurs sur les terrains de la banlieue ouvrière, et ceci explique pourquoi le public ouvrier s'identifie si fortement à ses joueurs. Le cri de ralliement « Allez les Verts » est avant tout pour des dizaines de milliers de spectateurs une raison d'exister le temps d'une soirée. Les succès de l'équipe aidant, le club est devenu une véritable institution autour de laquelle s'organise la vie de toute la région. Alors, lorsqu'arrivent les matches historiques de Coupe d'Europe, c'est toute la population qui s'enflamme, c'est un stade entier qui veut « bouffer du Russe » ; et qui le fait savoir en sifflant copieusement l'entrée

de l'équipe de Kiev sur le terrain. Du point de vue du spectateur, du suspens, il est difficile de faire mieux que mercredi soir. Attaquant d'emblée, « prenant à la gorge » l'Equipe de Kiev qui avait deux buts d'avance, les Verts rempissaient dès le début leur contrat avec le public qui ne cessait de crier à chaque coup de bottin. Et pourtant, la mi-temps arriva sur un score nul. Il fallut attendre la 64^e minute pour que le premier but de l'espoir vint galvaniser 40 000 gorges qui commençaient à faiblir... Quelques minutes plus tard, Larqué égalisait sur coup franc. Ce fut le délire indescriptible, l'explosion contenue se déchaîna sur tous les gradins. Alors, dans l'ambiance quasi-mystique qui s'empara du stade, le troisième but de la qualification ne pouvait apparaître que comme la récompense divine qu'une équipe de surhomme offrait à son public-peuple qui l'avait jusqu'ici si bien supportée. Les joueurs remercient leur public, le président du Club remercie Mazeaux et l'équipe, le patron de St-Etienne remercie tout le monde ; on ne va plus parler de ce match pendant quelques jours et, par les temps qui courent ; c'est toujours ça de pris.

Correspondant

Une interview de Marie-José Agret

POUR LA REVISION DU PROCES DE ROLAND AGRET



Condamné à 15 ans de réclusion criminelle pour sa prétendue participation au meurtre d'André Borel - truand nîmois, membre du SAC - Roland Agret mène, avec le soutien de sa compagne Marie-José, le combat pour la révision de son procès. Malgré les éléments nouveaux qui se sont multipliés depuis 1973 et qui tous tendent à démontrer l'innocence de Roland, cette révision lui est refusée. Les témoignages des truands (Santelli, Benjelhou) qui avaient servi à l'accabler au moment du procès ne valent plus d'être pris en considération à partir du moment où, revenant sur leur déclaration antérieure, ces mêmes truands innocentent Roland.

Innocent ou coupable, Roland Agret ? Trancher sur ce point n'est pas notre propos. Mais il faut exiger que cet homme qui entame sa cinquième grève de la faim pour que justice lui soit rendue, puisse, à nouveau, présenter les éléments de sa défense, et que soit brisé le silence qui l'entoure dans les Quartiers de la Haute Sécurité.

J.F.V

● Quels sont les éléments nouveaux qui permettent de demander la révision du procès ?

● M.J. Agret : La lettre d'Alain Benjelhou qui dit qu'on lui a proposé de tuer Borel et il a refusé pour d'autres raisons. Il a accusé le SAC, il a dit que c'est parce que le « travail » a été « salopé » qu'on a fait porter le « chapeau » à Roland. Benjelhou donne des noms de dirigeants du SAC de la région marseillaise (dont le commandant Deville-NDLR-). Il a été confirmé que Benjelhou a fait réellement partie du SAC.

● Mais avant les déclarations de Benjelhou, il y en a eu d'autres.

● M.J. Agret : Les lettres de Santelli rédigées à nos avocats où il innocentait Roland. Ce qui me choque c'est qu'au moment de l'enquête, les paroles de Santelli qui permettaient d'accuser Roland étaient prises en considération et qu'à présent on le gratifie du terme de mythomane. Il représentait pourtant la plus lourde charge contre Roland puisqu'il était le principal accusateur.

● Dans quelles conditions Roland entreprend-il la grève de la faim et pourquoi ?

● M.J. Agret : Son état de santé est déjà alarmant parce qu'il n'a eu qu'une trêve d'un mois pour se rétablir de sa précédente grève de 40 jours, dont 30 jours au quartier de haute sécurité, sans chauffage. Roland avait accepté, à la demande de la Ligue des Droits de l'homme, d'interrompre sa grève pour lui permettre de rencontrer le Garde des sceaux et d'appuyer sa demande de révision du procès. Malgré cette intervention, rien de positif n'étant intervenu à ce jour, il a décidé de reprendre son action. Car pour lui, procédures et enquêtes ne sont que prétextes pour gagner du temps.

● Comment penses-tu qu'il soit possible d'appuyer la lutte que mène Roland ?

● M.J. Agret : En signant les pétitions appuyant sa demande de révision, en écrivant nombreux au Ministère de la justice. Le comité envisage aussi d'organiser un gala de solidarité.

Correspondant Nîmes

Renvoyez les pétitions signées à : Marie-José Agret, 42, rue Childebert - 30000 Nîmes
Pour tout soutien financier : CCP Fontanieu 1193-77 Montpellier.

des fleurs et des pavés

DORA :

Un voyage dans l'indicible

Le célèbre cas de Dora, traité par Freud, fait l'objet actuellement de deux pièces de théâtre : *Dora* de P. Bourgeade (1), et *Portrait de Dora* d'H. Cixous (2). Dans la mesure où la pièce de Bourgeade règle grossièrement son sort à la psychanalyse, en faisant de l'échec de Freud dans le cas de Dora l'échec de la psychanalyse comme science bourgeoise, il nous a paru plus intéressant de nous étendre sur la pièce de Cixous, dont l'approche prête plus à discussion par sa subtilité.

La mère, grande absente

Avec *Portrait de Dora*, H. Cixous porte l'hystérie sur la scène. Sa démarche, cernant de près le texte livré par Freud, tente un essai d'interprétation du cas Dora qui démasquerait les raisons de l'échec du médecin. Le personnage Dora — magnifiquement interprété par N. Nell — apparaît plein d'une vie qui est souffrance de n'exister pour personne : ni pour son père qui lui préfère madame K., ni pour madame K. qui accepte à peine sa tendresse, ni pour monsieur K. dont les assiduités la dégoutent... Là où Freud ne voit d'explication que dans un amour inavoué de Dora pour monsieur K., et son père, H. Cixous discerne un amour inavoué pour madame K. La gifle qu'elle donne à monsieur K., lors d'une promenade, est-elle sa réponse à l'aveu qui la choque ou à la phrase que monsieur K. prononce : « Ma femme n'est rien pour moi » ? N'est-elle pas tout autant la réponse longtemps retardée à cette même phrase lâchée jadis par son père à propos de la mère de Dora ?

La mère, grande absente de cette pièce, Freud la décrit atteinte d'une psychose de la ménagère « occupée toute la journée à nettoyer et à tenir en état l'appartement, les meubles, les ustensiles du ménage, à tel point que l'usage et la jouissance en était devenu presque impossible ». Est-ce le ménage/manège de sa mère qui empêche la jouissance de Dora de naître et son désir d'éclore ? « Désirer m'est impossible », avoue-t-elle, tandis que chacun, autour d'elle et par elle, s'arrange à satisfaire ses désirs sous le manteau de l'hypocrisie bourgeoise. Elle, au contraire, dénonce cette fausse respectabilité, et ses symptômes sont révolte. De même qu'elle se révolte d'être l'objet d'un marché entre son père et monsieur K. « Lorsqu'elle était exaspérée, l'idée s'imposait à elle qu'elle était livrée à monsieur K. en rançon de la complaisance dont celui-ci témoignait vis-à-vis de sa propre femme et du père de Dora, et l'on pouvait pressentir derrière la tendresse de Dora pour son père la rage d'être traitée en objet et d'entendre dire d'une femme qu'elle n'est rien, constitue la preuve que Freud n'a pas su voir : preuve que Dora aime madame K. et non pas monsieur K., sa mère et non pas son père.

Une « normalité » hétérosexuelle

Prisonnier lui-même de l'idéologie patriarcale, de sa propre hystérie, ou de son amour pour Dora, Freud n'a pu s'empêcher de mettre le père où il n'était pas, de chercher une « normalité » hétérosexuelle où elle n'avait pas de place. Dans une société (1900) qui commence tout juste à se libérer du carcan victorien, mais où la famille conserve un poids étouffant, Dora, par sa souffrance, traduit le refus d'une réduction de sa personnalité à l'image féminine qui lui est imposée. Elle ne se résoud pas à suivre le conseil de madame K. : « Les femmes doivent apprendre la leçon de leur sexe. » Pour H. Cixous, la maladie de Dora serait une forme de révolte contre la dévalorisation sociale de la femme. Cette analyse qu'elle développait déjà dans *La jeune née*, est partagée par nombre de féministes qui veulent aujourd'hui réhabiliter l'hystérie.

Le *portrait de Dora*, servi par une mise en scène de Simone Benmussa, le jeu sensible des acteurs évoluant en costumes blancs dans un décor d'ombres-souvenirs, suscite des instants de profonde émotion. La projection de séquences filmées par M. Duras (une promenade au bord du lac, la souffrance de Dora dansée par C. Carlson) invite à voyager dans l'inexprimé du cas Dora. Quelques accords de piano évoquent en filigrane l'atmosphère d'*India Song*, où l'indicible se disait si bien. Et c'est le mérite de cette pièce, au-delà d'une polémique sur l'interprétation psychanalytique de Freud, de nous restituer une parole de femme.

Pascale V.

(1) Théâtre Paris-Nord.
(2) Théâtre d'Orsay.

la mort



du guépard

Luchino Visconti vient de mourir, il avait 70 ans. Au cinéma comme au théâtre, son oeuvre aura marqué la culture européenne. Depuis 1945 avec Vittorio de Sica et Roberto Rossellini il était classé parmi les créateurs de ce cinéma italien d'après-guerre qu'on a appelé « néo-réalisme ».

En fait, c'est dès 1942 qu'il tourne *Ossessione*, adaptation d'un roman américain, *le Facteur sonne toujours deux fois* de James Cain. C'est là qu'apparaît chez celui qui n'est encore que l'élève de Jean Renoir, ce style qui le rendra plus tard célèbre. *La terre tremble* (1948) d'après Verga est une sorte d'épopée sur la vie d'un village de pêcheurs siciliens. Parlé dans le dialecte local, le film sera commercialisé en version doublée mais son écho sera immense. Puis, parallèlement à une activité théâtrale soutenue, il tourne régulièrement des films dont les plus célèbres sont *Senso*, *Rocco et ses frères*, *Les Damnés*, *Mort à Venise*, et le dernier vu en France, *Violence et passion*. Il venait de terminer *L'innocent*, d'après d'Annunzio, qui sera présenté à Cannes. On a déjà beaucoup écrit sur cette fascinante figure d'aristocrate milanais. Nourri d'abord de culture française, puis allemande, il ne cache pas ses sympathies pour le PCI. Il élabore une oeuvre qu'il situe clairement dans une théma-

tique marxiste et parallèlement il présente le visage d'un aristocrate désabusé, décadent qui donne explicitement un caractère auto-biographique à ce professeur de *Violence et passion*, ce professeur joué par Burt Lancaster et qui devant les convulsions du monde moderne se trouve à la fois désorienté et horrifié. Il figure dans tous les livres comme un des fondateurs du néo-réalisme, mais le néo-réalisme fut en réalité une sorte d'étiquette, un mot commode pour désigner un certain ensemble de cinéastes et aussi pour tenter d'unifier de façon un peu volontariste, un mouvement d'idées, une production d'oeuvres qui ont certes des choses en commun mais qui gardaient pour les plus importantes, la marque de leur auteur.

Dans une des dernières interviews qu'il a accordées, un long texte paru voici quelques mois dans *Il mondo*, Visconti ne prononce pas le mot de néo-réalisme. Il vaut la peine de citer des passages de cette espèce d'auto-biographie parlée et spontanée : « J'ai frappé à toutes les portes avec en main le projet de *La terre tremble*, une histoire de pêcheurs, de mineurs et de paysans en Sicile, disais-je. Tout le monde me tournait le dos, personne ne me faisait confiance, seul le parti communiste crut à mon initiative, m'accorda une aide de trois millions qui furent dépensés après les premières prises de vue. Nous continuâmes, tantôt en vendant un tableau de famille, tantôt en faisant la collecte dans les villes. En novembre 1947, j'étais à Actrezza pour les extérieurs, il nous restait six mois de l'hiver au printemps le plus avancé. La réalité même était poésie, maisons blanches, humilité des intérieurs, barques au sec sur la plage, images du ciel reflétées

dans la mer. Pour les dialogues du film j'ai utilisé le dialecte local étroit et renfermé qui date d'une centaine d'années. »

Visconti qui condamna l'intervention soviétique en Hongrie, rappelle avec émotion ses amis disparus et parmi eux, Togliatti : « La vraie grandeur, c'est celle d'un homme qui s'identifie avec son peuple. C'est le sort de Palmiro Togliatti, qui était à la fin de sa vie un être aussi jeune que la plupart des jeunes d'aujourd'hui. »

Parallèlement à cette attitude politique précise, Visconti rejoint dans ses films comme dans ses mises en scène de théâtre, un certain esthétisme baroque. Qu'il ne dissimule pas honteusement son homosexualité, cela fut pour beaucoup un sujet de scandale. Dans *Violence et passion*, Lietta cite quelques vers de W.H. Auden, le poète anglais qui écrivit peu avant sa mort :

« Quand tu vois une silhouette gracieuse,
Suis-la
Et si tu peux embrasse-la
Que ce soit une fille ou un garçon
Ne rougis pas, sois frais et audacieux
La vie est brève, jouis-en
Ce que ta chair touche
Peux disparaître en un instant,
Il n'y a pas de vie sexuelle dans la tombe. »

Et, rappelant ces vers, Visconti s'amuse à évoquer la question qu'on lui pose souvent : « Vous êtes un décadent ? » « Oui, je suis un décadent. Décadent j'aime bien, j'aimerais moins être accusé de futurisme. Raffiné, mais oui, oui, j'aime les décadents européens, Rimbaud, Verlaine, Baudelaire, Huysmans, mais surtout Marcel Proust et Thomas Mann. » On sait qu'après avoir adapté *Mort à Venise*, de Thomas Mann, après avoir expliqué comment son film préféré, *Rocco et ses frères* était une tentative pour faire en Italie l'équivalent du roman de Mann *les Buddenbrook*, Visconti avait un projet opiniâtre, celui de filmer Proust.

La place que jusque au bout Visconti a tenu dans la culture de notre temps, est immense, mais sa figure n'est pas figée, malgré la mort, dans on ne sait quel embaumement, quelle glorification commode et posthume. L'oeuvre de Visconti reste ouverte et vivante, provoque débats et controverses. Déjà, le personnage du professeur de *Violence et passion* avait soulevé pas mal de tempêtes et de discussions dont *Rouge* hebdomadaire en son temps s'est fait l'écho. Aujourd'hui, on lit dans le *Quotidien de Paris* : « Il est vrai que ce seigneur longtemps habité par l'utopie marxiste fait partie de la génération des intellectuels italiens, qui n'ont cessé de penser à gauche, mais dont le coeur au regard de l'expérience et du déroulement de l'histoire, devait glisser vers le désenchantement, la solitude et un passivisme proustien. »

Thèmes d'ailleurs proches de ceux soulevés par le dernier film de l'ancien assistant de Visconti, Francesco Rosi. Mais là-dessus, qu'en disait Visconti, dans sa dernière interview ?

« On a dit que je ne laissais pas de place à l'espoir, j'ai pourtant dans mes films l'espoir de n'abandonner jamais le malheureux qui cherche... Je ne suis pas pessimiste, chaque époque a ses périodes obscures. La confiance vient toujours après coup, dans peu de temps, elles seront très claires ces années qui nous semblent si confuses, jeunes gens, j'espère en vous, mon travail vous appartient, que la solidarité vous unisse, soyez si possible plus unis, ce n'est pas une question de morale, mais de loyauté, après le referendum, après le 15 juin, nous avons compris que l'union du peuple chasse les marchands du temple, Dieu n'existe que dans notre conscience. »

Sans trop d'illusions sur son état de santé, Visconti nous a laissé là une sorte de testament, dans les débats que continuent à susciter son oeuvre si vivante, c'était bien le moins qu'il ait lui aussi le droit à la parole.

prise de parole



« Prise de parole »... Ça aurait pu s'appeler plus classiquement « Tribune des lecteurs », plus légèrement « Ça va mieux en le disant », ou plus impérativement « Parlez ! ». Le but aurait été le même : faire de cet espace une rubrique permanente, où tous, étudiants, travailleurs, vieux, jeunes, militants ou non, peuvent s'exprimer, réfléchir à haute voix sur les rapports entre culture et révolution, art et militantisme... ou tout simplement, critiquer les critiques.

Cet espace sera ce que vous en ferez, n'existera que par votre courrier. On sait : « tout le monde » a déjà dit ça avant nous. Oui, mais peu ont tenu leurs promesses. Nous tiendrons les nôtres, si vous prenez résolument la parole.

A propos de « La meilleure façon de marcher »

FILM DE CONSOMMATION OU FILM DIFFÉRENT ?

La crise structurelle, économique et esthétique qui ravage le cinéma français à l'heure actuelle, a pris une telle ampleur que les instances traditionnelles qui le régissent sont désespérément en position d'attente : le fossé s'élargit chaque jour entre un cinéma marchand de pure consommation et un public de plus en plus exigeant sur le contenu et la signification même des films. C'est à la lumière de cette situation qu'il faut analyser le retentissement et le succès d'un film tel que *La meilleure façon de marcher* de Claude Miller.

Il est significatif, de fait, que la critique unanime et, partant, l'ensemble des structures officielles qui sanctionnent le cinéma, aient choisi de saluer ce film comme un modèle d'originalité et de nouveauté, tant sur le plan du contenu que sur celui de la mise en scène. Ce processus de reconnaissance immédiate permet en général d'assurer la relève d'un cinéma par trop conformiste et rétrograde et de réoxygéner une production nationale qui, sans cet apport, cesserait d'être saine. Ainsi *La meilleure façon de marcher* correspond idéalement aux normes actuellement en vogue : dans la tradition d'une tendance pseudo-naturaliste aux relents de conformisme petit-bourgeois qui a fait ses preuves commercialement — Les Zozos et Pleure pas la bouche pleine de Pascal Thomas —, ce film, frotté d'une appétissante sauce d'humanisme bon enfant, se pare de tous les atouts du libéralisme en vue d'une soit-disante dénonciation de l'intolérance (avec un grand I sans doute).

Une caricature

Le propos, s'il est pavé de bonnes intentions, ne dépasse pourtant jamais le stade de l'anecdote et du feuilleton inconsistant pour coeurs solitaires. Le lieu où se noue le semblant de drame : c'est la « colo », avec son lot de bêtise, de plaisanteries salaces, de brutale mais franche camaraderie ; la colo, microcosme conventionnel, archi-rabâchée — vive les deux exutoires bien connus : la colo et le régiment ! — dans la peinture duquel Miller n'évite pas la complaisance et la superficialité. Quant aux enfants, ils sont réduits à l'état de petits pantins dérisoires sans vie réelle. Les rapports que les

moniteurs entretiennent avec eux sont, de la même façon, prestement survolés. Enfin, la caricature atteint son sommet dans la description des relations entre les deux personnages centraux du film : le petit macho de service qui s'adonne au culte de la virilité et le cérébral aux muscles plats, celui qui lit des livres, bien sûr. Il ne suffit pas, pour vouloir traiter le droit à la différence sexuelle, de mettre en présence deux antagonismes artificiels en passant sous silence les motivations, la souffrance ressentie et les tensions psychologiques qui accompagnent le type de comportement esquissé dans ce film. A ce propos, l'absence totale d'irruption de la violence sous quelque forme que ce soit — larvée ou active — estrévatrice d'un parti-pris d'aseptisation, qui altère l'authenticité et l'efficacité de la démonstration. Même la brutalité imbécile du macho n'est que suggérée. Elle n'est ni décrite, ni analysée. Les brimades, en l'occurrence, font piètre figure. Seule la scène du bal costumé est intéressante car c'est à ce moment-là que se nouent, en dehors de la caricature, les liens ambigus et complexes, l'attraction-répulsion qui unit les deux personnages. Malheureusement, la scène ultime du film désamorce totalement l'ambiguïté en exprimant un retour à l'ordre sexuel dominant à travers la confrontation des personnages à la vie active.

Un code traditionnel

Il est illusoire de prétendre vouloir lutter contre les préjugés petit-bourgeois en matière de sexe en sacrifiant à un code et à un mode de représentation cinématographique traditionnel et en évitant toute atteinte à la bonne conscience du public. Certains diront qu'il est inutile, vue la production courante française, de polémiquer autour d'un film comme *La meilleure façon de marcher*. Ce serait oublier le rôle de normalisation, d'aseptisation idéologique que ce film peut jouer sur le front du cinéma. Il faut dénoncer les mystifications entretenues par l'unanimité de la critique.

Pourquoi vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes et un film de consommation pour un film différent ?

Jean-Louis Daniel

Dans l'objectif

PROVINCE

CLAPIERS

● Le chanteur occitan Mans de Breich sera le vendredi 19 mars à 21 h à la Maison des jeunes et de la culture de Clapiers.

LYON

● Au Hot club, se produit ce soir pour la première fois le groupe « Progression ». Il se veut un « compromis des tendances » depuis les middle-jazz jusqu'au free. Le Hot Club est l'une des dernières caves où, par une cotisation mensuelle de 10 F, on peut écouter trois fois par semaine du bon jazz. Publicité gratuite !

MARTIGUES

● *Chants pour le delta, la lune et le soleil*, par le Théâtre du « Chêne noir », salle du Grès, à 21 h. Un nouveau « poème du Rhône » ; un poème où le delta du Rhône rejoint le delta du Nil pour tisser la trame qui, depuis des millénaires, houe les hommes de part et d'autre de la Méditerranée. Gérard Gélas, animateur du « Chêne noir » avait accordé une longue interview à l'un des derniers numéros de *Rouge* hebdo.

ORLEANS

● A la Maison de la Culture,

c'est un opéra *Didon et Enée* de H. Purcell.

REIMS

● On a annoncé hier l'organisation d'une *Semaine culturelle anti-impérialiste* par la F.E.A.N.E. (Fédération des étudiants d'Afrique noire) et l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains). Aujourd'hui à 20 h, à la fac de Droit-Sciences-éco, sera exposée la situation politique et sociale au Tchad. Les troupes vocales de la F.E.A.N.E. et de l'U.N.E.M. participeront à la réunion.

BANLIEUE

CRETEIL

● Du jazz, à 18 h, à la Maison des Arts et de la Culture à l'occasion d'un « vernissage sonore » de couleur sur la ville et arts sociologiques.

SARCELLES

● Jazz : Lee Konitz au forum des Cholettes à 21 h. Ancien disciple du pianiste Lennie Tristano, le saxo-alto Lee Konitz s'est affirmé comme un des maîtres du style « cool », musique subtile et décontractée qui ne cherche jamais à imiter celle des noirs.

PARIS

MUSIQUE

● Un repas et un spectacle pour 21 F, à 21 h : c'est ce

que vous offre ce soir La Canaille, 4 rue Grillon — 75004 (Tel : 278.09.71). Au programme : un chanteur antillais, Gogo, et le Théâtre à Bretelles (Menu : 18 F + 3 F pour les artistes).

● Le groupe Can est à la salle Wagram à 20 h 30. Pl. : 25 F.

THEATRE

● C'est la dernière ce soir, de la pièce *Phénoménal Football*. Un footballodrame en deux mi-temps, arbitré par J. Lichvine où le spectacle sportif démythifié. Sans pitié pour les supporters. Au Théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes, à 20 h 30. Places : 14 F et 20 F.

● L'Union des Etudiants iraniens en France fête le Now Rouz (nouvel an) au Bataclan,

50 bd Voltaire (75011), à 20 h. Il y aura du théâtre, des chants patriotiques et folkloriques et de la musique traditionnelle arabe. Avec la participation de Paco Ibanez.

POUR LES ENFANTS

● A 14 h 30 et pour 8 F (10 F pour les parents), les enfants de 5 à 12 ans peuvent rire à *Pauvres clowns* de M. et P. Dougnac. Il faut aller au Récamier, 3 rue Récamier 7^{me} sèvres-Babylone.

● A 10 h et 14 h c'est *Soleil blanc*, cette fois pour les enfants de 8 à 12 ans. Au Palace, 8 fg Montmartre, 6 F pour les enfants, 10 à 25 F pour les autres, ça leur apprendra à grandir inconsciemment.

« LIBERALISME » CULTUREL...

Expulsés des lieux habituels d'exposition de l'avenue de New York, depuis le mois d'octobre 1975, les artistes de la Jeune Peinture et d'autres salons ont entrepris plusieurs démarches auprès des autorités compétentes (Ville de Paris, Affaires culturelles) pour obtenir de nouveaux lieux d'exposition.

Expulsés manu-militari par les impressionnantes forces de police appelées par les responsables du Centre national d'Art contemporain Georges Pompidou, qu'ils occupaient depuis

24 heures pour manifester contre le désintéressement des autorités compétentes à trouver des solutions satisfaisantes, 16 artistes ont été interpellés et conduits au poste. Les artistes de la Jeune Peinture expriment leur inquiétude devant cette grave répression policière qui présage du véritable caractère du libéralisme culturel actuellement affiché par le Centre Georges Pompidou.

Communiqué du Salon de la Jeune Peinture

ce soir, sur



FR3

21h 25 : La sécession du Katanga

SOUVENONS-NOUS : LUMUMBA, JANVIER 61

Souvenons-nous : Lumumba, janvier 61...

Un épisode sanglant du processus de « décolonisation » des années soixante. Le 30 juin 1959, contraint par les mobilisations des masses, Baudouin proclame l'indépendance du Congo belge. Dès lors, la mafia internationale va tout mettre en œuvre pour dévier un processus au caractère radical. Jouant sur les rivalités ethniques, l'impérialisme américano-belge avec Tchombé comme homme de main, va jouer la sécession de la province la plus riche, le Katanga, contre le nouvel Etat. Les médiations de l'O.N.U., pour stopper un processus gros de déflagration pour les Etats voisins, échoueront lamentablement. Son secrétaire général, Dag Hammarskjöld, « Monsieur H » disparaîtra même dans un bizarre accident d'avion. Grâce à des moyens extraordinaires, l'impérialisme parviendra ainsi à renverser le régime de Patrice Lumumba et assassinera le 17 janvier 1961 celui qui demeure l'un des plus importants révolutionnaires africains. Une répression longue et dure s'en suivra.

Aujourd'hui l'ex-Congo belge, devenu Zaïre, vit sous le régime policier de Mobutu, homologue de l'impérialisme américain, et connaît de graves difficultés internes. Ce second dossier, tout comme le premier, est donc à voir avec grande circonspection mais présente l'intérêt de rappeler une affaire étouffée.

Un indispensable complément à ces documents : la lecture du livre de Cleophas Kamitatu, *La grande mystification du Congo-Kinshasa*, paru chez Maspéro et interdit à la vente sur le territoire français.

J.L. B.

télévision

TF 1

Vendredi 19 mars

20.00

Journal

20.30

Au Théâtre ce soir

Comme le commente le programme télé sans voir l'ironie « *Robert Lamoureux ne déçoit pas ceux qui aiment son numéro* »

22.25

Reflets de la danse

Une émission de Maximilien Roussin sur le Festival d'Automne (XIII^e Festival international de danse de Paris) Vingt compagnies, arrivées des quatre coins du monde, présentent les tendances chorégraphiques actuelles.

A 2

20.00

Journal

21.25

Apostrophes

fascination de l'Amérique et des américains Un thème très à la mode ces derniers jours après la parution de plusieurs ouvrages. Y participeront Yves Berger (*Le fou d'Amérique*, Grasset), Jean Chalon (*Portrait d'une séductrice*, Stock), Claude Julien (*Le rêve et l'histoire, deux siècles d'Amérique*, Grasset) journaliste au *Monde*, Elise Marienstras (*Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Maspéro), Jacques Martin à propos de son livre (*Le rendez-vous américain*)

22.30

Ciné-club

La Viaccia, film italo-français de Mauro Bolognini (1961). Comme pratiquement tous les films signés de Bolognini, il s'agit d'une histoire romantique filmée de façon extrêmement léchée et raffinée. On a appelé ça « calligraphie ». Ce n'est pas vraiment ennuyeux.

FR 3

19.55

Flash journal.

20.30

Vendredi

Service public : Petit et grand commerce. Le thème est intéressant. Comme d'habitude, après une rétrospective, l'émission abordera les problèmes actuels. Vaste programme ! Mais qui risque de tourner court : les invités présents sont pour beaucoup ministre ou directeur général. A noter cependant la présence de G. Nicoud, du patron des centres Leclerc et du représentant de la Fédération nationale des Coopératives.



LA CRISE MONETAIRE S'ACCENTUE

La crise monétaire qui secoue l'Europe depuis une semaine est sans doute la plus grave depuis la guerre soulignent tous les observateurs.

Hier encore, les valeurs des principales monnaies ont valsé au gré de la spéculation. Le mark et le franc suisse, monnaies fortes par excellence, ont vu leur cours grimper sur tous les marchés tandis que le franc baissait et que la lire se maintenait après sa vertigineuse chute de mercredi.

Cette crise est un nouveau signe des difficultés rencontrées par les bourgeoisies européennes dans la construction d'une Europe des trusts. Prêtes à signer n'importe quel accord tant qu'il ne remet pas en cause la capacité concurrentielle de leurs économies respectives, elles s'affrontent au grand jour dès que les enjeux capitalistes apparaissent importants.

C'est précisément ce qui se passe en ce moment à la faveur de la timide reprise économique. Chaque bourgeoisie cherche à gagner des marchés et des positions par le jeu des changes monétaires. Mais la conséquence immédiate en est le déplacement massif de capitaux, de frontière en frontière, à la poursuite de bénéfices de change immédiats. De tels mouvements spéculatifs désorganisent les relations monétaires et pourraient aboutir à une contraction des échanges commerciaux, qui briserait naturellement la reprise économique. Car la crise du système économique est beaucoup plus violente aujourd'hui qu'autrefois. Il est donc moins facile pour les économies capitalistes de sortir indemne d'une fièvre spéculative que lorsque leur croissance n'était guère menacée.

Pierre Julien



Puces Rouges
Samedi 20 mars de 14h à 19h
dans les salles du patronage
Bique, 72 av. F. Faure, XI^e m^e Broussais
organisées par la L.C.R.
pour soutenir financièrement
la sortie du Quotidien Rouge

OUESSANT ILE NOIRE

(suite de la première page)

A 500 mètres de là, de la boue noire et gluante, l'immense carcasse de l'Olympic Bravery contre les rochers, le flanc noir de mazout. Les bidasses du 5^{ème} Génie d'Angers évacuent des poubelles entières de mazout d'une tranchée creusée sur la plage vers un trou quelques mètres en arrière. Ils en ont jusqu'au bout du nez. L'adjudant joue les petits chef et les grands organisateurs.

Les ouessantins sont réservés mais leur avis est net : « c'est du bricolage. Il est trop tard maintenant, il fallait faire quelque chose avant ». Une dame explique : « A Ouessant, ce n'est pas comme le reste de la France, on a du pétrole, mais on n'a pas d'idées ». On continue à faire des études pour récupérer la marée noire : des barrages pour isoler les nappes de mazout, réchauffer le carburant avant de la pomper, précipiter la nappe avec de la craie, du sable et de la sciure. Le plus probable est que tout cela reste dans les cartons : tout ce que l'on fait ce sont des épandages de détergents. Une chose est déjà certaine : les effets polluants du détergent sont aussi désastreux que ceux du mazout. « Les études à la suite de l'accident du Torey Canyon ont montré que les peuplements côtiers touchés par le seul pétrole furent moins altérés que ceux qui ont baigné dans un mélange de pétrole et de détergent » Ouest-France.

Ainsi, une bonne part de la faune risque de disparaître. Certaines espèces d'oiseaux de mer qui regagnent en ce moment leur lieu de reproduction comme le petit



Les habitants d'Ouessant envahis par la marée noire qui s'échappe à une cadence de 3 litres par minute du ventre du tanker

pingouin et le macareux moine risquent de disparaître.

Ceux qui n'y croiraient pas peuvent aller voir sur l'île le spectacle de l'anarchie capitaliste, de cette « liberté » qui veut qu'une firme soit libre d'abandonner un navire en perdition plein de pétrole.

M.V.

« On a du pétrole mais pas d'idées »

MANIFESTATION A BREST POUR YVON GAC

BREST : de notre correspondant

Manifestation de 200 personnes mercredi soir à l'appel du comité pour la libération des soldats emprisonnés, pour exiger la libération du matelot Yvon Gac.

Yvon Gac, accusé par la préfecture maritime d'avoir rédigé un article du dernier numéro du « Tonnerre de Brest » journal du comité de marins du même nom, a été condamné à 60 jours d'arrêts de rigueur.

Il faisait son service comme instituteur à la base aéro-navale de Lanvaoc à laquelle était rattaché l'hélicoptère Super-Frelon qui a explosé en vol mercredi avec 4 marins à bord pendant qu'il surveillait les écoulements du pétrole autour de l'Olympic Bravery. L'article qui lui est reproché, jugé « antimilitariste » par les autorités traitait notamment des mauvaises conditions de travail à la base.

La section du SNI dont Yvon Gac est membre proteste de son côté contre sa condamnation et s'étonne que « le fait de dénoncer de mauvaises conditions de travail puisse être considéré comme des propos antimilitaristes ».

15 000 ETUDIANTS HIER A LA RENCONTRE NATIONALE DE NANTERRE

Le pari a été tenu. La « rencontre nationale des étudiants en lutte » convoquée à Paris par la coordination nationale du 6 mars dernier s'est tenue hier sur le campus de Nanterre. Selon le comité de grève de cette faculté, elle a rassemblé 15 000 étudiants, venus de toute la France, délégués par leurs assemblées générales ou venus en masse. Des commissions se sont réunies dès le matin jusqu'à la manifestation qui s'est dirigée à partir de 17 h 30 vers le secrétariat d'Etat aux Universités. Un succès ! et aussi une première : car jamais une telle confrontation, démocratique et unitaire, n'avait pu être organisée lors d'un mouvement. Une riposte cinglante aux menaces du pouvoir et une preuve des ressources de la mobilisation étudiante.

Nanterre 13 h le 18 mars - « Bienvenue aux futurs chômeurs ». C'est, sur une banderolle, l'accueil ironique des participants à la rencontre qui ne cessent d'arriver. C'est une rencontre de mobilisation, le moral est bon, le débat élevé. Les couloirs grouillent de monde et de discussions. La Radio-Entonnoir annonce les réunions ou signale « qu'en B 32, le professeur Buzier qui faisait cours vient de se rallier peu spontanément au mouvement ».

Dans les commissions, un réel échange et un débat fraternel. A Troyes, en Droit, « la terreur régnait, les appariteurs empêchaient l'affichage ». Mais depuis 15 jours, un comité unitaire est en place et une AG a pu se tenir. A Toulouse, en grève depuis six semaines, c'est la même démarche : « Il nous faut des structures permanentes pour que le mouvement dure au-delà de cette lutte ». Un autre préoccupation domine : se lier aux autres luttes. A Villetaneuse se prépare un forum étudiants-paysans-travailleurs, la CFDT y participera sans doute. Il s'agit aussi de durer au-delà des vacances : à Toulouse, la grève est déjà votée jusqu'au mardi qui suit la rentrée.

Nous reviendrons demain sur cette rencontre, qui se poursuit à cette heure. Ce qui est d'ores et déjà établi, c'est qu'elle constitue un événement sans précédent dans l'histoire récente du mouvement étudiant. Une arme pour tous ceux qui rentreront ce soir dans leurs villes.

• Dans les lycées, grèves à Montauban, Evry, Corbeil, Perpignan, Creil. A Creil, Papinsky, exclu de l'Education nationale était invité : le proviseur a menacé de le traîner en justice pour « délit de droit de commun ».

20.000 DANS LA RUE

Partie de l'Opéra, la manifestation de clôture de la rencontre nationale a été la plus importante de toutes celles du mouvement étudiant de ces derniers mois. Près de 20.000

manifestants, très combatifs et scandant : « Il tue les paysans, matraque les ouvriers, dehors le régime Giscard ! », « Patrons, hors des facs »... (A 18 h 45).

Correspondant

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au « Journal ROUGE »,
2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnement)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....
VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)
NORMAL COLLECTIVITES ETRANGER

1 AN	300 F	1 AN	200 F	1 AN	500 F
6 MOIS	150 F	6 MOIS	100 F	6 MOIS	250 F
3 MOIS	80 F			3 MOIS	130 F

Chèques à l'ordre de Daniel BENSARD, SANS AUCUNE AUTRE MENTION.
(Pour les plis fermés, écrire au journal)